

Edito Vision du chef de l'Etat !

Au cours de l'émission " Le Débat " du vendredi 10 juin sur Top Congo FM, un auditeur avait posé la question de savoir : pourquoi nos ministres réduisent ou justifient toutes leurs actions à la " Vision " du chef de l'Etat. Le mot vision du chef de l'Etat est devenu un terme générique. Et de conclure : " le président de la République est-il un prophète ? "

C'est avec raison ce questionnement de ce compatriote. En effet, après l'investiture de l'actuel gouvernement, son porte-parole et ministre de la Communication et médias avait clairement soutenu, la main sur le cœur, que l'heure de changer le narratif a sonné. De bonne foi, le Congolais lambda l'avait cru. Car, c'est un gouvernement qui s'était autoproclamé des Warriors. Avant même qu'on ne voit ses membres à l'œuvre. Malheureusement, les politiciens congolais ne sont pas encore prêts à sortir des sentiers battus. Surtout dans leur langage. Seul le chef de l'Etat est visionnaire, mieux il est le Guide clairvoyant et éclairé. Ce constat est d'autant plus vrai que chaque fois qu'un ministre prononce un discours ou la parole lui est accordée, sur 15 minutes, 300 bonnes secondes sont consacrées à rappeler " la vision du chef de l'Etat ". Est-ce une façon pour eux de prévenir que si les choses ne marchent pas, c'est la faute au visionnaire ? C'est parce que l'orientation du président de la République n'a pas été bonne ? NON. Il est connu que le gouvernement est investi sur base d'un programme gouvernemental bien ficelé par chaque ministère sectoriel après avoir reçu les orientations du chef de l'Etat. Coordonné bien entendu par le Premier ministre qui supervise sa rédaction, mais chaque ministre a sa partition à jouer dans ce programme. Evoquer à chaque occasion la vision du président de la République est, ni plus ni moins, une manière de cacher son insuffisance à appliquer l'action gouvernementale qui relève de son secteur.

Avec l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir et surtout après le divorce entre lui (CACH) et le FCC, le Congolais croyait que le narratif changerait. Et bien, force est de constater que nos politiciens ne sont pas prêts à se séparer des oripeaux mobutistes.

Si Mobutu était devenu un potentat, c'est en partie à cause de le faire passer pour le seul et l'unique visionnaire.

Alors, peut-on dire que si certains hauts magistrats aujourd'hui s'enfoncent dans la dérive, c'est aussi à cause de la vision du chef de l'Etat ?

Il est plus que temps que nos ministres et autres hauts fonctionnaires s'emploient à construire un Etat (Etat congolais) tel que voulu par Montesquieu et non à " caresser dans le sens du poil " le président de la République au point de le faire passer pour le centre de la terre.

En son temps, constatant ce " djaleloïsme " à outrance, Mobutu n'avait-il déclaré tout haut, malheureusement sans être écouté ni compris par les thuriféraires : " Le président-fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien, mais avec la complicité de son peuple (des ministres y compris), il peut tout "

LRP

Réévaluation du plan de retrait de la Monusco

Evitons le sort du Soudan



Le président Tshisekedi conduisant, le 01/08/2022 la réunion sur le rapport de la commission gouvernementale envoyée à Goma et Butembo pour évaluer la situation à la suite des manifestations anti-Monusco. Photo Présidence RDC

**A nos autorités d'étudier cette question froidement, sans émotions, tout en scrutant soigneusement les embuches qui peuvent nous être dressés devant nous, le syndrome du Soudan est encore frais dans nos mémoires. Ce pays a été démembré pendant qu'une mission de l'Onu était sur place*

(Lire en page 16)

Echos du Sénat : Modeste Bahati informé de la résurgence de l'insécurité sur la Rn 1 au Kongo-Central

(Lire en page 2)

Horizon 2023/Tshopo : 100 consultants électoraux et politiques formés par ECG à Kisangani

(Page 4)

Haut-Uélé : Face au banditisme et au cambriolage, le gouvernement provincial pour le renforcement des mesures sécuritaires

(Page 4)

*Pendant la soutenance de son
Mémoire de DEA à l'Université
Protestante au Congo (UPC) (P.8)*

Isaac Kalonji prône le décollage de la RDC et le défi identitaire

*Fructueuse tournée du DG a.i. de l'OCC au
Kongo Central*

Bientôt un immeuble viable à Moanda

(Lire en page 16)

English Issue

**Head of State Felix
Antoine Tshisekedi
inspecte infrastructure
sites in Kinshasa city**

(P. 15)

Annonces

* **BCECO** : AVIS D'APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL.....P.5

* **SNEL** : AVIS D'APPEL D'OFFRES
(AAO).....PP.7&9

Le chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi satisfait des avancées enregistrées dans la matérialisation du projet du port en eaux profondes de Banana

Le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi s'est dit satisfait des avancées significatives enregistrées, par le gouvernement, dans la matérialisation du projet du port en eaux profondes de Banana, province du Kongo central, dans sa communication lors de la soixante-troisième réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée en visioconférence, vendredi dernier, à partir de la cité de l'Union africaine.

Le ministre de la Communication et médias, porte-parole du gouvernement qui l'a souligné dans son compte rendu a indiqué que le Président de la République a pris, pour exemple, l'effectivité des paiements pour les opérations d'expropriation des riverains présents sur le site de Banana.

Ce, en vue de respecter le délai impartit, pour remplir les obligations suspensives, décidé lors de la signature de la convention amendée et consolidée le 11 décembre 2021

qui tend à l'échéance, le 11 décembre 2022.

Port en eaux profondes de Banana, un futur hub pour les échanges commerciaux

Soucieux de démontrer l'importance de ce port en



eaux profondes ouvert sur l'océan Atlantique, le Chef de l'Etat a soutenu, selon le porte-parole, que ce projet est " un futur hub pour les échan-

ges commerciaux, qui constituera une opportunité de création des milliers d'emplois et d'amélioration des conditions de vie " de notre population.

Le Président de la République a invité, pour ce faire, les membres du gouvernement concernés à maximiser

Le Premier ministre a été chargé, de son côté, de faire le point tous les quinze jours, à dater du Conseil des ministres du 12 août 2022, sur le niveau de satisfaction des clauses concernées jusqu'à maturation, a précisé le porte-parole du gouvernement.

Lancement de l'opération d'indemnisation des expropriés du site

Le ministre des Affaires foncières, Aimé Sakombi Molendo, a lancé, en juin dernier, l'opération d'indemnisation des expropriés du site de construction du port en eaux profondes de Banana, rappelle-t-on.

Aimé Sakombi Molendo a tenu à superviser personnellement cette opération, qui a nécessité un mois de travail de l'équipe d'experts du ministère et du secrétariat général, délocalisée in situ, pour négocier avec chaque exproprié, et déterminer la valeur vénale de chaque propriété.

ACP/LRP

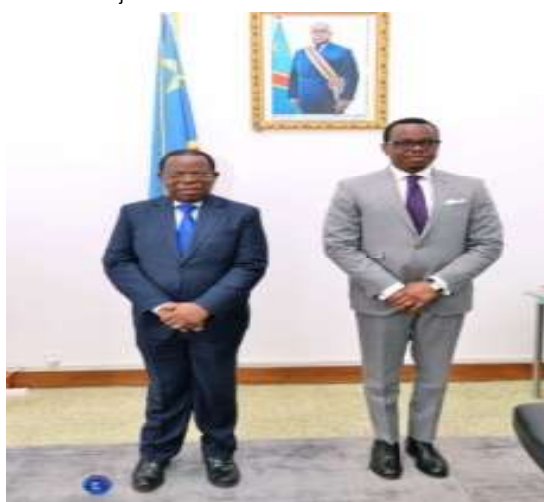
Echos du Sénat : Modeste Bahati informé de la résurgence de l'insécurité sur la Rn 1 au Kongo-Central

Le président du Sénat, le Pr Modeste Bahati Lukwebo, a reçu en audience le gouverneur de la province du Kongo Central, Dr Guy Bandu Ndungidi, venu l'informer de l'insécurité causée par la résurgence des coupeurs des routes sur la Route nationale N° 1, sur l'axe Matadi-Kinshasa, a rapporté mardi 2 août, la cellule de communication de la Chambre haute du Parlement.

Le président du Sénat et son hôte ont scruté les voies et moyens nécessaires, en vue de remédier à ces actes de barbarie qui perturbent la circulation sur cet axe routier qui permet de ravitailler la capitale de la RDC non seulement en produits agricoles mais aussi une voie majeure d'importation et exportation du pays.

Les deux personnalités ont, en outre, évoqué les questions liées au développement de cette province, notamment le programme de développement des 145 territoires, initié par le chef de l'État ainsi que l'appel d'offre pour l'exploitation des blocs

pétroliers et gaziers. " La province elle-même a trois blocs pétroliers et nous avons parlé de cette actualité. Par ailleurs j'ai bénéficié de



quelques conseils et orientations du président du Sénat. C'était un échange très fructueux ", a indiqué le gouverneur du Kongo Central.

Des investisseurs belges bientôt au Kasai
Par ailleurs, le gouverneur

du Kasai, Dieudonné Pieme, a annoncé au président du Sénat l'arrivée bientôt dans sa province, des investisseurs et

Bahati Lukuwebo Bahati, soulignant que la venue de ces investisseurs est consécutive à sa mission effectuée dernièrement à Bruxelles, la capitale du Royaume de Belgique.

Pour l'autorité provinciale du Kasai, le Sénat étant l'émanation des provinces, il a jugé utile de présenter au président de cette chambre tous ses projets.

Des autorités traditionnelles contre le morcellement de leurs entités

Le président du Sénat a terminé ses audiences avec le président de l'Alliance nationale des autorités coutumières du Congo, le sénateur Mwami Godefroid Munongo.

Ce dernier a sollicité l'implication du Sénat dans le plaidoyer contre le morcellement intempestif des chefferies et des secteurs, handicapant de ce fait la viabilité de ces entités.

" J'ai tenu à soumettre cette préoccupation au président du Sénat pour une solution favorable ", a fait savoir Mwami Godefroid Munongo.

La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Ngele / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379

E-mail: reference_20ans@yahoo.com
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0814234602

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

Martinez Nyaluka
(0998893030)

Dominique Kadimamuya
(0991564565)

Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasié Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Ngyke

Mireille Mpemba

Makinzolela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasai - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombu

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdalah

Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151

44914 - 089 5098679

Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Legu

Fiston (0840513276)

Aimée Bwanga

Esther Seluwa

Imprimerie

ILAREF

Monsenepwo abrupt envers Blinken : " Mettez fin au régime Kagame "

Washington désormais devant une responsabilité historique. La lettre ouverte de Jean-Thierry Monsenepwo Mototo signée ce mardi 2 août invite les États-Unis d'Amérique à faire tomber le régime despotique de Kigali pour enfin célébrer la paix et la stabilité dans la région des Grands lacs.

Quatre pages d'une missive qui bat le rappel des valeurs intrinsèquement démocratiques de l'administration Biden. Les USA, une nation respectueuse des droits de l'homme, qui financent et accompagnent les actes de guerre et violation des droits humains par le président Paul Kagame. Inadmissible. La réalité que dénonce Jean-Thierry Monsenepwo adressée au secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken dont la tournée internationale le conduira à Kinshasa et Kigali.

Le leader de la ligue des jeunes du parti lumumbiste Convention des Congolais Unis (CCU), membre de la Conférence des présidents de l'Union sacrée de la nation, fait siens les griefs précédemment épinglés le 20 juillet dernier, par le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, le sénateur Robert Menéndez, élu de New Jersey.

Ce dernier a adressé au chef du Département d'État américain, une correspondance expressive où il interpelle Blinken. " Vous prendrez certainement soin de vous en inspirer dans vos prochaines escales à Kinshasa et à Kigali ", explique Monsenepwo. En des termes clairs et précis, Menéndez a attiré l'attention de Blinken sur " les violations continues des droits humains et des normes démocratiques par le gouvernement rwandais " depuis un quart de siècle, rappelle Jean Thiery Monsenepwo.

Étant donné que le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat a particulièrement pointé la responsabilité personnelle du président Paul Kagame qui s'obstine à " faire taire les journalistes, les activistes des droits de l'homme et les opposants " aussi bien à l'intérieur du Rwanda qu'à l'étranger, note Monsenepwo.

Kagame, un président à vie soutenu par la plus grande démocratie du monde

La lettre de Monsenepwo se veut éminemment tranchante des vérités. " Désormais président à vie grâce à une modification de la Constitution en 2015, Paul Kagame ne semble pas prêt à abandonner les méthodes discutables qui lui ont permis de conquérir le pouvoir et de l'exercer plus longtemps que prévu en démocratie ". Et pourtant, rappelle historiquement le correspondant de Blinken, " la grandeur des États-Unis d'Amérique tient avant tout au fait que " votre nation a bâti ses fondations sur des valeurs universelles de liberté, de justice et de progrès ".

En tant que Congolais, je ne puis passer par perte et profit le rôle ô combien gratifiant joué par votre pays aussi bien dans la genèse de l'Etat Indépendant du Congo que dans le

recadrage des dérives génocidaires que la colonisation a fait subir à mon pays ", écrit-il. Venant d'un pays suffisamment grand et prospère, " les lobbyistes américains à la Conférence de Berlin eurent à cœur d'aider Léopold II, qui se présentait alors comme un philanthrope, à régenter le bassin



du Congo afin de lui permettre de lutter efficacement contre l'esclavage et la traite négrière notamment ", ajoute le courrier de Monsenepwo au patron de la diplomatie américaine.

" C'est donc grâce notamment à l'élan humaniste et humanitaire des États-Unis que mon pays existe dans ses dimensions géographiques désormais inaliénables ", affirme-t-il, rappelant que c'est grâce à la Déclaration universelle des droits de l'homme, portée sur les fonts baptismaux en terre d'Amérique le 10 décembre 1948 à Chicago, que le principe de la décolonisation fut acquis en concurrence avec le droit reconnu à chaque peuple de s'autodéterminer ?

Pour le jeune leader de l'Union sacrée, il est admis, selon la lanterne de l'histoire que " les États-Unis demeurent un partenaire historique sur lequel la RDC se doit de reposer ses espérances légitimes ".

Le Rwanda, un État voyou qui bénéficie de 147 millions d'appui budgétaire des États-Unis.

Face à toutes les entorses systématiques dûment documentées au droit, à la justice, à la démocratie et à la charte des Nations unies, dont le sénateur Menéndez a tenu à décliner à l'intention d'Antony Blinken, une énumération non exhaustive, Thierry Monsenepwo rappelle utilement que " la note du sénateur Menéndez n'a pas caché sa consternation de voir son pays, connu pour son attachement aux valeurs universelles, s'acoquiner avec un État voyou qui, au surplus, fait de la déstabilisation de son voisin congolais une stratégie de survie ".

Aussi le sénateur Menéndez a-t-il mis en cause les 147 de millions annuels d'appui budgétaire que les États-Unis versent au Rwanda, en plus de " l'appui logistique et technique à une armée rwandaise devenue l'instrument de la déstabilisation de la région des grands lacs ". Dans la même lettre, le sénateur Menéndez s'aligne sur les accusations fondées faisant état d'un " soutien gigantesque de l'armée rwandaise aux rebelles du M23, responsables de la mort de milliers de civils congolais ainsi que du déplacement de plus de 100.000 femmes et enfants, non sans avoir abattu les avions de reconnaissance de la force onusienne et les hélicoptères de l'armée congolaise ".

La commission des Affaires étran-

gères du Sénat américain s'est ainsi à bon droit, indignée de constater qu'un Etat qui excelle dans les violations délibérées des droits de l'homme, du droit humanitaire et du droit international puisse continuer à demeurer un allié stratégique des États-Unis qui en sont, du reste, le plus grand contributeur. D'où la recommandation qui vous a été faite par le Sénat de votre auguste pays d'examiner la possibilité non seulement de mettre un terme au soutien financier bilatéral au Rwanda, mais surtout de prendre des sanctions qui s'imposent à l'encontre des dirigeants rwandais en vue de laver l'affront consistant pour Paul Kagame à utiliser l'aide américaine à des fins contraires aux valeurs défendues sur toute la planète par les USA, interpelle ce membre influent de la Convention des Congolais Unis.

Que les États-Unis s'attaquent aux causes de la violence de



L'Est RDC

La missive de Jean-Thierry Monsenepwo Mototo aborde largement le prochain périple du continent, du chef du Département d'État américain en RDC et au Rwanda. Pour lui, cette mission de haut niveau est très attendue comme " un grand tournant dans les guerres iniques que nous imposent certains voisins à l'Est ", fait-il observer.

Il évoque notamment la multipolarité du monde qui connaît un relief particulier avec la guerre en Ukraine. Monsenepwo estime que " le temps n'est manifestement pas propice à un fléchissement d'une grande nation comme la RDC devant une principalité militaire qui n'aura causé que trop de dégâts jusqu'à occasionner l'érection d'un califat dans le Grand Nord par les terroristes ADF/MTM ".

L'administration Biden s'est engagée dans une politique étrangère " centrée sur la défense de la démocratie et la protection des droits humains ", écrit-il. Et d'expliquer que " le souhait des Congolais est que les États-Unis en tant que membre permanent des Nations unies, puissent s'attaquer aux causes sous-jacentes de la violence que les administrations successives ont visiblement négligées ".

Monsenepwo invite les USA à faire pression sur Kigali : " votre administration devrait exercer une pression diplomatique concertée pour aider à mettre fin aux discriminations et à l'oppression systématiques, sans cesse croissantes, et pour s'assurer que les autorités rwandaises qui violent les droits des Congolais, rendent des comptes. Seule la mise en œuvre déterminée d'une politique étrangère

centrée sur les droits pourrait signaler aux dirigeants rwandais que les violations du droit international ne resteront plus sans réponse ", rappelle le président de la ligue des jeunes de la CCU.

Comme Mobutu et Joseph Kabila, que Washington décapite le régime de Kigali

Le courrier choc de Jean-Thierry Monsenepwo Mototo revient sur la doctrine diplomatique de notre pays qui se résume au slogan. " Le Congo est ouvert, mais pas offert ". Entre la mort que nous imposent les agressions répétitives du Rwanda et le secours que pourraient nous proposer d'autres puissances, " vous comprendrez que notre peuple soit en droit de s'assumer autrement, le cas échéant. L'idéal serait que les États-Unis d'Amérique se ressaisissent rapidement en revenant à ses liens historiques privilégiés avec la RDC. Il y va des intérêts et de l'image de marque de votre pays ", persiste Monsenepwo.

En pareilles circonstances, rédige-t-il, " vos illustres prédécesseurs Bill Richardson et Nikki Haley avaient pris le courage de dire certaines vérités aux régimes finissants de feu le Maréchal Mobutu et du président Joseph Kabila, eu égard aux valeurs démocratiques ". La RDC est une nation de l'espoir pour toute l'Afrique, démontre la missive de l'ancien journaliste. " Toute l'Afrique attend de vous que vous puissiez, de la même manière, sonner le glas du régime despotique de Paul Kagame. Ainsi auront gagné la liberté, la démocratie et l'Afrique des Grands Lacs ".

La RDC n'est pas un pays pauvre, nos ennemis nous confisquent la paix

A travers cette même correspondance, Jean-Thierry Monsenepwo Mototo s'appuie sur le leadership de Félix Tshisekedi en reconnaissance de l'opportunité historique qui se présente sous son règne, de " renforcer la démocratie en RDC, d'améliorer les droits de l'homme, de promouvoir la paix et de combattre la corruption ", soutient Monsenepwo. Il rappelle les propos de Félix Tshisekedi que " le Congo n'est pas un pays pauvre, mais un pays qui a souffert d'une mauvaise gouvernance. Pour réaliser le vaste potentiel de la RDC, pour tirer pleinement parti de ses richesses minières, de ses ressources énergétiques, de son agriculture et de sa population dynamique, il faut avant tout éliminer la corruption, mais surtout l'insécurité permanente dans l'Est de notre pays ". Monsenepwo insiste sur le fait que l'insécurité en République démocratique du Congo est instrumentée par nos voisins, principalement le Rwanda. " A l'heure où le gouvernement congolais se penche sur le processus électoral, qui fait partie des artefacts de la démocratie qui garantirait l'avènement d'un Etat de droit voulu par le chef de l'Etat, nos ennemis en profitent pour nous confisquer la paix ", déplore Monsenepwo. Termes qui bouclent cet imposant courrier politique à travers lequel le cadre CCU souhaite la bienvenue au patron de la diplomatie américaine.

OURAGAN/LRP

Horizon 2023/Tshopo : 100 consultants électoraux et politiques formés par ECG à Kisangani

La plate-forme politique " Horizon 2023/Fédération de la Tshopo " s'est dotée de cent (100) consultants électoraux et politiques au terme d'une session de formation assurée à Kisangani par l'organisation Election Consultant Group (ECG), du 15 au 11 juillet 2022. La cérémonie de clôture et de remise des brevets aux participantes et participants a eu lieu le samedi 16 juillet 2022 à la Place des Martyrs dans la commune Makiso.

Dans son mot de circonstance, le coordonnateur national de l'organisation " Election Consulting Group " a indiqué que plusieurs modules ont été développés au profit des séminaristes. Il s'agit, entre autres, selon M. Dieu Merci Toponi Bibi, des modules suivants : Audi, enquêtes et sondages du marché électoral ; Création de l'image de marque d'un candidat à lancer sur le marché électoral et politique ; Communication politique, discours, analyse et interprétation ; Techniques de campagne électorale et stratégies ; Les 14 tricheries électorales : comment les découvrir et les contourner ; Observateur et témoin.

Il était question, au cours de cette session de formation, de doter les participants de diverses stratégies pour accompagner le parti et les candidats à bien orienter leurs stratégies de campagne électorale, a souligné Dieu Merci Toponi pour qui, le politique doit être entouré de personnes valables.

" Vous serez des conseillers très rigoureux à côté du coordonnateur de l'Horizon 2023/Fédération de la Tshopo Jacques Kabambi wa Kambambi ", a dit le coordonnateur national de ECG dont il a loué le dynamisme dans le travail qu'il est en train d'abattre dans la province de la Tshopo.

Par la bouche de leur représentant, M. Londeli Bwana Issa, les lauréats ont affirmé qu'à partir de ce séminaire, ils sont spécialisés en formation de techniques de campagne électorale, stratégies et marketing politiques.

Ainsi ont-ils remercié le coordonnateur national de l'Horizon 2023, M. Tshiswaka et tous les membres de son comité pour l'organisation et la réussite de cette session de formation.

Objectif : accompagner le président Tshisekedi

Pour sa part, le coordonnateur provincial de l'Horizon 2023/Fédération de la Tshopo, M. Jacques Kabambi wa Kabambi, qui supervise aussi les trois autres provinces issues de la Grande Orientale, cette session de formation a été un succès retentissant grâce aux contributions morales, matérielles et financières des organisateurs.

L'objectif de ce séminaire, a-t-il dévoilé, est d'accompagner le président de la République, M. Félix-Antoine

Tshisekedi Tshilombo dans son premier quinquennat en vue de sa réélection en

2023 qui se veut une méga structure. L'une après l'autre ont manifesté pu-



Une vue des consultants électoraux et politiques formés. Photo Félix Abosa

2023 en lui donnant également une majorité homogène et efficace à l'Assemblée nationale, au Sénat et dans les Assemblées provinciales.

" Le séminaire politique est une chose, l'après-séminaire en est une autre ", a déclaré Kabambi wa Kambabi, exhortant les consultants électoraux et politiques formés à travailler pour augmenter le nombre des membres de l'Horizon 2023 dans la province de la Tshopo.

" Nous sommes à côté du président (Félix Tshisekedi, ndr) pour lui dire la vérité et non pour le flatter. Nous souhaitons avoir des députés et sénateurs sincères et non des flatteurs en 2023, c'est-à-dire des personnes qui suivront les problèmes à la loupe. Les hypocrites seront dénoncés ; nous les connaissons grâce à nos caméras cachées ", a mis en garde Kabambi wa Kabambi.

Dans son harangue à la foule, il a listé quelques réalisations du président Tshisekedi Tshilombo. Il s'agit de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire conformément à la Constitution, des augmentations des salaires des enseignants et agents publics de l'Etat, de la première tranche du fonds de consolation des victimes des guerres de Kisangani (550.000USD), le solde (+950.000 USD) étant en voie d'être décaissé, du rapatriement de la relique du héros national Emery Patrice Lumumba, de la démythification du Rwanda en le citant nommément comme agresseur de la RD Congo et en n'en faisant plus un tabou, etc.

Le coordonnateur provincial de l'Horizon 2023/Tshopo a ajouté à ces actions du chef de l'Etat le Programme de développement local des 145 territoires (PLD - 145T) qui va, selon lui, permettre aux territoires de sortir des oubliettes.

Adhésion massive

Au cours de cette cérémonie, des associations et personnalités ont adhéré massivement à la plate-forme Horizon

bliquement " leur adhésion avec objectif de se ranger derrière un seul homme qui n'est autre que Félix-An-

toine Tshisekedi Tshilombo, leur autorité suprême pour sa réélection à la tête de la RD Congo et lui donner une majorité absolue dans les différentes Institutions de la République en 2023 ".

Parmi les adhérents, on peut citer l'Association des Victimes des Guerres de Kisangani, les Amis de Pascal Ngongo Yoani, les Amis de Maître Miango Mobile, les Amis d'Elly Kolongo, l'Association Furaha, les Amis de Christophe Baseane Nangaa, le Groupe Islamique, les Jeunes de la Ville de Kisangani, l'Association Base Correction, l'Association des Bamanga du Congo, l'Association des Jeunes de la Culture et Art, l'Association des Jeunes de CIMESTAN et les Amis de Kabambi wa Kabambi.

Une marche sous le rythme de la fanfare à partir de la Place des Martyrs jusqu'au siège de l'Horizon 2023/Tshopo avec FATSHI " situé à côté de l'immeuble Lengema a clôturé cette cérémonie.

GIRIS

Haut-Uélé : Face au banditisme et au cambriolage, le gouvernement provincial pour le renforcement des mesures sécuritaires

Le gouverneur de la province du Haut-Uele, Christophe Baseane Nangaa a présidé, le mardi 02 août 2022 dans salle de réunions Kibali du gouvernorat à Isiro, une réunion du comité de sécurité.

Un seul point a figuré dans l'ordre du jour de cette rencontre, à savoir : l'évaluation de la situation sécuritaire de la province.

Dans son compte-rendu, le ministre provincial de l'Intérieur, Sécurité, Ordre public, Décentralisation et Affaires coutumières, Gilbert Manekoy Mane a indiqué que la situation sécuritaire est relativement calme sur toute l'étendue de Haut-Uélé.

tiers de la ville. Ces actes inciviques sont commis par des adolescents venus de PK51 route Niania et vers Bafwasene dans la province voisine de la Tshopo

Et d'ajouter qu'il y a une certaine recrudescence du banditisme armé et cambriolage à Moku, chef-lieu de la chefferie Mari-Minza et à Wanga, chef-lieu du secteur Gombari". Des cas qui sont surtout visibles dans les sites miniers et commis par ces bandits armés en provenance de la Province de l'Ituri et du Nord-Kivu". Enfin, il y a la présence des éleveurs Mbororo munis d'armes à feu.

Pour mettre fin à tous ces cas d'in-



Néanmoins, quelques cas d'insécurité sont à signaler dans la ville d'Isiro, chef-lieu de la province et dans les territoires de Watsa et Niagara.

Dans le chef-lieu de la province, plusieurs cas de vols simples sont signalés dans presque tous les quar-

territoires précités, le gouvernement provincial s'est résolu de prendre des mesures idoines en renforçant les éléments Police Nationale Congolaise afin de sécuriser la population et ses biens.

Philippe Dephill Iipo

RDC-SADC : Sama Lukonde lance les travaux de la 6ème semaine annuelle de l'industrialisation en prélude du 42ème sommet des chefs d'Etat

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a présidé, le mardi 02 août 2022, au Palais du peuple dans la commune de Lingwala à Kinshasa, la cérémonie d'ouverture de la 6ème semaine annuelle de l'industrialisation de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et cela, en prélude du 42ème sommet des chefs d'Etat qui va se tenir en RDC.

Cette 6ème semaine annuelle est axée sur le thème : "Promouvoir l'industrialisation par l'agro-transformation, la valorisation des minéraux et les chaînes de valeur régionales pour une croissance économique inclusive et résiliente".

Dans leurs mots de circonstance, les ministres de l'Intégration et celui de l'Industrie ont tour à tour fait savoir que le plan directeur d'industrialisation de la République démocratique du Congo, qui est l'un des piliers du programme économique du gouvernement piloté de main de maître par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, constitue pour notre pays, le sous-bassement de ces assises axées sur la promotion de l'industrialisation par l'agro-industrie pour une croissance économique inclusive et résiliente.

En présence des membres du gouvernement, des délégués et représentants des pays membres de la SADC, le chef du gouvernement congolais, Jean-Michel Sama Lukonde a souligné qu'au regard des ressources naturelles dont regorge la République démocratique du Congo avec plus de 80 millions de terres arables ainsi qu'une pluviométrie régulière, une faune et une flore très riches et variées, son industrialisation permettra de mettre en valeur toutes ces potentialités du

Tshisekedi Tshilombo, ainsi que son gouvernement, se sentent honorés avec la tenue de la 6ème semaine annuelle de l'industrialisation de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe "SADC" en sigle. Ce thème nous interpelle au regard des ressources naturelles dont regorge notre espace, plus particulièrement la République démocratique du Congo. L'industrialisation permettra de mettre en valeur toutes ces potentialités. La République démocratique du

une chaîne agro-industrielle. Elle a besoin, à cet effet, d'investissements privés ainsi que d'infrastructures dans le secteur que j'ai mentionnés, le secteur agricole comme les autres secteurs, en vue de permettre à notre communauté de tirer des dividendes de ses potentiels et de combattre la malnutrition", a déclaré le Premier ministre.

La 6ème semaine annuelle de l'industrialisation, au-delà de son aspect relatif à la promotion des produits de la zone de la SADC, est un cadre où des réflexions seront menées pour trouver des voies de partages scientifiques et technologiques en vue de la matérialisation régionale des infrastructures et des investissements.

"Je pense que cette 6ème semaine annuelle de l'industrialisation offrira aussi à l'industrie congolaise, l'occasion de bien s'intégrer dans la zone de la SADC en exploitant tous ses potentiels non seulement miniers mais aussi les opportunités de coopération avec les opérateurs économiques de la zone australe. Je vous invite ainsi, industriels et opérateurs économiques, à explorer les opportunités qu'offre notre pays la République démocratique du Congo", a ajouté le chef du gouvernement.

Avec la Cellcom de la
Primature



pays.
"La République démocratique du Congo, son peuple et son président, son Excellence Félix-Antoine

Congo détient plus de 80 millions de terres arables avec une pluviométrie régulière, une faune et une flore qui vont bien lui permettre de développer



Avis d'Appel d'offres International (AAOI)

BUREAUCENTRAL DE COORDINATION (BCeCo)

Source de Financement : TRESOR PUBLIC

Appel d'offres International : 599/METROKIN/BCeCo/DG/DPM/PGN-JMAK/2022/MF

Date de Publication : 02 Août 2022

Date de remise : 01 Septembre 2022

Nom du Projet : Fourniture des matériels roulants pour METROKIN, réparti en quatre (4) lots distincts
1. Le Gouvernement de la RD souhaite acquérir des matériels roulants en faveur de METROKIN et à l'intention d'utiliser un montant du fonds du trésor public afin d'effectuer ladite acquisition. Ce marché est réparti en quatre (4) distincts, à savoir :

- * Lot 1 : Acquisition d'un (1) Véhicule 4x4 tout terrain station wagon full option, V8
- * Lot 2 : Acquisition de deux (2) Véhicules 4x4 tout terrain station wagon full option, V4
- * Lot 3 : Acquisition de deux (2) pick up double cabine
- * Lot 4 : Acquisition d'un Minibus

2. Le Bureau Central de Coordination (BCeCo), pour le compte du Ministère des Finances, sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour ladite fourniture.

Les variantes ne seront pas prises en considération.

3. La passation du marché sera conduite par appel d'offres international Ouvert (AOI), tel que défini dans la Loi relative aux marchés publics, à tous les candidats éligibles et présélectionnés ;

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Bureau Central de Coordination (BCeCo), et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse du BCCo reprise ci-dessous, du lundi à vendredi de 9h00' à 16h00' (heures locales, TU+1) ;

5. Les exigences en matière de qualification sont :

a) Exigences financière et administrative

* Fournir à l'offre les états financiers certifiés de trois dernières années (2021, 2020 et 2019) ; en cas de groupement d'entreprises solidaires, chaque partie devra présenter les siens ;

* Avoir réalisé, au cours de trois dernières années (2021, 2020 et 2019), un chiffre d'affaire annuel moyen équivalent à au moins une (1) fois le montant de l'offre ; en cas de groupement, chaque entreprise devra présenter un chiffre d'affaires moyen équivalent à au moins :

- 60% du montant de l'offre pour le chef de file et 40% pour l'autre membre, s'il s'agit d'un groupement de deux entreprises ;

- 40% du montant de l'offre pour le chef de file et 30% pour chacun de deux autres membres, s'il s'agit d'un groupement de trois entreprises ;

* Fournir une attestation bancaire d'accès à des facilités de crédit d'un montant équivalent à au moins 5 % du montant de l'offre. La trésorerie propre de l'entreprise ne sera pas prise en compte ;

* Joindre le Numéro d'Identification Nationale ;

* Etre en règle avec les cotisations de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS) jusqu'au mois de juin 2022 (joindre impérativement l'attestation de régularité de la CNSS et/ou les preuves de paiements) ;

* Joindre le RCCM (Registre de Commerce de Crédit Mobilier) ;

* Fournir l'Attestation de situation fiscale en cours de validité sans solde débiteur et conjointement signée par la DGI et la DGD ;

* Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite que les Fournitures qu'il propose remplissent la (les) condition(s) d'utilisation suivante : conformité aux spécifications techniques indiquées dans la section 4 et qu'il a déjà fourni des fournitures similaires qui sont opérationnelles dans des pays aux conditions climatiques

et aux infrastructures semblables à celles de la RDC ;

* La preuve de son existence légale (statuts, acte constitutif ; un certificat par entreprise sera fourni en cas de groupement).

N.B :

- Les entreprises non établies en RDC doivent impérativement fournir les équivalents (avec traduction en langue française) des documents susmentionnés (conformément à leurs pays respectifs).

- En cas de groupement, chaque membre du groupement devra présenter les documents ci-haut exigés.

b) Capacité technique et expérience

* Justifier d'au moins deux (2) références au cours de dix (10) dernières années dans la fourniture des matériels roulants de même envergure ou matériels similaires au présent marché avec une valeur du marché équivalente à au moins 50% de l'offre ;

* La fourniture doit être conforme aux spécifications techniques en termes de provenance, qualité, exigence, garantie, documentation, destination et performances ;
Aucune marge de préférence ne sera appliquée.

6. Un jeu complet du dossier d'appel d'offres peut être acheté en formulant une demande écrite au BCCo contre un paiement non remboursable de quatre cent dollars américains (400 USD) ou l'équivalent en Francs Congolais (FC) au taux du jour. Le paiement s'effectuera à la banque moyennant la note de perception indiquant les coordonnées y relatives. Le Dossier d'Appel d'offres sera remis en main propre après dépôt des preuves de paiement au Secrétariat de la Division de Passation des marchés du BCCo à l'adresse indiquée ci-dessous.

Un paiement est dû par le Titulaire à l'Autorité de Régulation des Marchés publics au titre de redevance de régulation des marchés publics à un taux de 0,7% du montant hors taxes du marché.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard le jeudi 01 septembre 2022 à 15h00' (heure locale, TU+1). Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les dépôts électroniques ne seront pas admis.

Les offres doivent comprendre une garantie bancaire d'offre d'un montant de : deux mille cinq cents dollars américains (2.500,00 USD) pour le lot 1, deux mille cinq cents dollars américains (2.500,00 USD) pour le lot 2, deux mille dollars américains (2.000,00 USD) pour le lot 3 et mille cinq cents dollars (1.500,00 USD) pour le lot 4.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours calendaires à compter de la date limite de soumission.

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent d'assister à la séance d'ouverture qui aura lieu le jeudi 01 septembre 2022 à 15h30' (heure locale, TU+1) à l'adresse ci-dessous :

Bureau Central de Coordination (BCeCo)
Avenue Colonel Mondjiba, n° 372,
Concession Utexafrica
Kinshasa-Ngaliema (RDC)
E-mail : bceco@bceco.cd ; dpm@bceco.cd
Tél : (+243) 81 51 36 729
Jean MABI MULUMBA

90,6 milliards de CDF disponibles pour payer les indemnités de sortie de 4 000 agents éligibles à la retraite d'ici août 2022

Au mois d'août 2022, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) prévoit d'envoyer à la retraite un effectif de 4 000 agents et fonctionnaires de l'État.

Pour ce faire, le Gouvernement congolais prévoit d'ores et déjà une

(CDF) en faveur de 4 000 agents qui sortiront d'ici ce mois d'août 2022.

Étant donné que l'objectif est de mettre 10 000 agents à la retraite d'ici décembre 2022, les 6 000 autres agents qui devraient suivre ce processus vont coûter à la trésorerie de l'État



sortie honorable pour tous ces agents et fonctionnaires de l'Etat qui ont servi au sein de l'administration publique congolaise pendant de longues années.

A en croire le vice-Premier ministre, ministre de la Fonction publique, Modernisation de l'administration et Innovation du service public, Jean-Pierre Lihau, le gouvernement congolais a déjà mobilisé les fonds nécessaires pour ces opérations à hauteur de 90,6 milliards de Francs congolais

congolais plus de 59 060 472 millions de dollars américains (USD) dont le financement est attendu des partenaires au développement.

Pour l'année 2023, le Plan sus-évoqué prévoit la mise à la retraite de 50 000 agents.

Ce processus de mise à la retraite permettra, à terme, d'aérer les cadres organiques des administrations, de garantir les avancements en grade et de faciliter le rajeunissement.

Zoom Eco / LRP

Où va l'argent du péage de la route nationale 1 ?

Au cours de l'édition spéciale réalisée à Matadi la semaine dernière, le ministre provincial du Budget et des Finances annonçait que sur les recettes évaluées il y a quelques

nombreuses obligations, telles que l'entretien de l'infrastructure, l'éclairage, le dégagement de la chaussée des véhicules y abandonnés..., nous sommes en droit de nous interroger



années à " autour de 5 millions de dollars ", seuls 150.000 dollars arrivaient partiellement dans les caisses de la province.

Si la gestion du péage avait été donnée d'abord à la concession Forrest contre 40% de rétrocession, depuis c'est une société chinoise qui a repris le dossier, mais le ministre Babi Vangu regrette que les termes du contrat ne sont pas connus des autorités provinciales.

Le gouverneur du Kongo Central a récemment créé une commission d'audit pour y voir plus clair car "

si ce contrat est utile à la province ", déclarait sur Top Congo FM, le ministre Baby Vangu.

Sans enquêter sur les obligations des uns et des autres, ni répondre à la question de la destination des recettes, votre radio a parcouru en images la RN1 en son tronçon Matadi-Kinshasa pour voir si les obligations du concessionnaire de la route sont respectées.

En combien d'heures et après quelles vicissitudes, l'usager parcourt-il les 330km qui relient les 2 villes.

Top Congo Fm / LRP

Légère dépréciation du Franc congolais à l'officiel, soit 2005,4 FC le dollar américain

Léger dépréciation sur le marché officiel au cours de la semaine du 1er au 6 août 2022, en se négociant à 2005,41 FC le dollar américain contre 2004,91 la semaine du 25 au 31 juillet, peut-on lire sur le site internet de la Banque centrale du Congo (BCC).

Sur le marché parallèle, le Franc congolais est demeuré stable sur le marché en se négociant à 2059,33 FC le dollar américain. Ce taux de change reflète une stabilité relative du cadre macroéconomique de la République démocratique du Congo indique la même source, soulignant qu'au 22 juillet de la même année, la République démocratique du Congo a enregistré un taux d'inflation hebdomadaire de 0,212% et de 0,688% de taux hebdomadaire cumulé.

En cumul annuel, le taux se situe à 5,11% et en glissement annuel à 6,967 %, tandis qu'en annualisée, cette inflation s'établit à 9,348%. La note d'information hebdomadaire du 25

juillet de l'année en cours a affirmé que le cadre macro-économique reste stable en dépit des effets négatifs de



la crise russo-ukrainienne. La source attribue cette stabilité aux actions coordonnées au niveau de la politique budgétaire et de la politique monétaire.

A en croire la note, la croissance économique est principalement tirée par l'activité du secteur minier. Au

cours de la semaine sous observation, le rythme de formation des prix s'est légèrement replié, attesté par un taux

d'inflation hebdomadaire de 0,2% contre 0,3%, la semaine précédente. En cumul annuel, le taux d'inflation s'est établi à 6,6%.

L'économie congolaise, souligne la note de conjoncture économique, reste confrontée à certains risques à l'occurrence le ralentissement pro-

longé de la croissance mondiale et le risque de récession dans les grandes économies ; la baisse durable des cours des produits exportés par la RDC ; l'augmentation des taux directeurs au niveau de grandes banques centrales qui risquent à terme d'étouffer la demande globale et de peser sur les conditions de financement des pays en développement.

Au niveau externe, la source note la persistance des pressions inflationnistes à la suite de l'envolée des prix des produits pétroliers et céréalières à l'interne. Au regard de ce nombre de risques, la BCC a recommandé, pour sa gestion, la coordination continue des politiques économiques et la mise en œuvre des réformes structurelles ; le respect continu du pacte de stabilité ; le maintien de la bonne tenue des finances publiques et le maintien du suivi rapproché des facteurs de liquidité.

ACP/LRP



**Société
Nationale
d'Electricité - S.A.**

Kinshasa, le 27 JUILLET 2022

N/Réf. : DG/DEQ/DGR/CPM/280/030/2022

Avis d'Appel d'offres (AAO)

- 1. La Société Nationale d'Electricité, SNEL SA** en sigle, recrute des Partenaires qui apportent les financements nécessaires et avec lesquels seront conclus des contrats spécifiques pour la réalisation des travaux d'électrification de la ville de LUOZI et environs au Kongo-Centree République Démocratique du Congo.
- 2. Elle sollicite des offres** sous pli fermé de la part des candidats éligibles et intéressés répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux répartis en lots suivants :
- **Lot 1 : Construction d'un Poste 70/30 kV-2x15 MVA à Luozi et Travaux au Poste HT de Kwilu**
 - * Zone 1 : Construction d'une travée départ Ligne Luozi 70 kV au Poste HT de Kwilu ;
 - * Zone 3 : Construction d'un Poste 70/30kV - 2x15MVA et d'une Sous Station 30/15kV - 15 MVA à Luozi.
 - **Lot 2 : Construction d'une Ligne mixte 70 & 30 kV Kwilu-Luozi Sur les mêmes pylônes mixtes 70 et 30 kV (Zone 2)**
 - * Tirage d'un terne 70 kV Kwilu - Luozi (108 km) ;
 - * Tirage d'un terne 30 kV Luozi - Bamba (42 km) ;
 - * Tirage d'un terne 30 kV Bamba - Kumba (40 km).
 - **Lot 3 : Développement d'un réseau de distribution 15/0.4 kV à Luozi**
 - * Zone 4 : Développement d'un réseau de distribution 15/0.4 kV de Luozi.
- = Réseaux MT
feeders 15 kV;
cabines 15/0.4 kV
câbles MT ;
PSMT.
- = Réseaux BT :
départs BT ;
PSBT
câbles BT ;
système de comptage ;
éclairage public.
- Logistique et aménagement des points de ventes.
- Lot 4 : Construction d'une Ligne simple terne 30 kV Bamba-Gombe Matadi, travaux aux postes de Bamba et Gombe-Matadi.**
- Zone 5 : Construction d'un poste de sectionnement 30 kV à Bamba ;
Zone 6 : Construction d'une ligne simple terne 30 kV (isolée en 72.5 km) Bamba
Gombe-Matadi longue de 64 km ;
Zone 7 : Travaux à la sous - station 30 kV de Gombe-Matadi.
- Lot 5 (Zone 8) : Alimentation monophasée des villages sur les axes Kumba-Bamba, Bamba-Luozi et Bamba-Gombe - Matadi.**
- Alimentation MT/BT (17.4/0.23 kV) des villages situés entre Bamba et Luozi (Avant la traversée du Fleuve) ;**
- = Réseaux BT
départs BT ;
PSBT ;
câbles BT ;
système de comptage ;
éclairage public.
- = Logistique et aménagement des points des ventes.
Alimentation MT/BT (17.4/0.23 kV) des villages situés entre Kumba et Bamba ;
- = Réseaux BT
départs BT ;
PSBT ;
câbles BT ;
système de comptage ;
éclairage public.
- = Logistique et aménagement des points des ventes.
Alimentation MT/BT (17.4/0.23 kV) des villages situés entre Bamba et Gombe-Matadi.
- = Réseaux BT
départs BT ;
PSBT ;
câbles BT ;
système de comptage ;
éclairage public
- = Logistique et aménagement des points des ventes.
3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres international sans préqualification tel que défini dans la Loi relative aux marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Département de l'Equipement et Electrification Rurale (DEQ/SNEL SA) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après de 9H00 à 15H30 heure locale (heure locale = TU+I).
5. Les exigences en matière de qualifications sont :
- Capacité administrative et financière**
Le candidat doit fournir
- o les informations relatives à sa solidité financière, afin notamment de démontrer qu'il dispose des ressources permettant de mettre en œuvre le projet ; au cas où le candidat souhaite que sa soumission soit basée sur les données financières de sa maison mère, il devra indiquer l'ampleur du support et les garanties que cette maison mère lui apportera dans la mise en œuvre du projet ;
 - o des liquidités et/ou des facilités de crédit, afin de satisfaire aux exigences de trésorerie du Marché, au moins égales à deux fois le montant de l'offre
 - o un plan de financement indicatif dans lequel il devra proposer les meilleures conditions de remboursement du financement consenti ;
 - o une copie des états financiers certifiés des trois (3) derniers exercices (2018, 2019 et 2020) ; à cet effet, le chiffre d'affaires annuel moyen au cours des cinq dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) de travaux similaires au présent projet.
- Capacité technique et expérience**
Le candidat devra présenter les documents suivants :
- o une liste des références pour des projets similaires : au moins deux (2) marchés, dont un (1) en Afrique subsaharienne, de genre et de taille similaires dans les cinq (5) dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) et auxquelles le candidat a assuré seul ou en groupement la réalisation du projet ;
 - o les références présentées doivent au minimum comporter les renseignements de base suivants : client, nom du projet et brève description, emplacement du projet, enveloppe financière, durée de réalisation du projet, dates de début et de fin d'exécution, bailleurs de fonds, certificat de bonne exécution des travaux ; le projet similaire ne sera considéré que si et seulement si il est accompagné d'un certificat (ou d'une attestation) de bonne exécution des travaux délivré par le Maître d'Ouvrage ;
 - o une liste du personnel en nombre et en qualification (ingénieurs, conducteurs de travaux, etc.) que le candidat entend affecter au chantier si le marché lui est attribué.
- Ce personnel comprendra notamment :
- o un Représentant de l'Entrepreneur (ingénieur électricien de niveau Bac+5), agissant en qualité de Coordonnateur du projet parlant couramment français et ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires ;
 - o un Chef de projet (ingénieur électricien de niveau Bac+5) parlant couramment français et ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires.
- Le candidat devra fournir le curriculum vitae du Représentant de l'Entrepreneur et du Chef de projet.
- o une liste des équipements, matériels et outils à sa disposition pour les travaux similaires ;
 - o les bordereaux des prix (dans le format joint ci-après) dûment remplis par le candidat, chaque feuille doit être cachetée et signée par un représentant autorisé du candidat ; ces bordereaux de prix doivent également être soumis sous forme de fichiers Excel 2007 ou 2010 modifiables.
 - o les autorisations des fabricants des matériels et équipements proposés.
6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après contre un paiement non remboursable de USD 1 000,00 (dollars américains mille). Le paiement se fera par versement des espèces ou transfert à la banque EQUITY-BCDC au numéro de compte 00011-0010100000130403-20, Code SWIFT : BCDCKDI, intitulé du compte : SNEL SA VENTE DAO ; motif : Achat DAO PROJET LUOZI. Le dossier d'Appel d'offres sera envoyé par courrier ou par DHL à la charge du candidat et par courriel, contre présentation de la preuve de paiement.
7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après au plus tard le 15 SEPTEMBRE 2022 à 15H00, heure locale (heure locale = TU+1). Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après le 16 SEPTEMBRE 2022 à 15H30, heure locale (heure locale = TU+1). Les offres doivent comprendre une garantie d'offre sous forme d'une lettre d'une banque de premier ordre, d'un montant équivalant à deux pour cent (2%) du montant de l'offre. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de soumission et les garanties devront demeurer valides pendant cent quarante-huit (148) jours à dater de la remise des offres. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
- Société Nationale d'Electricité " SNEL SA "**
Département de l'Equipement et Electrification Rurale (DEQ)
2831, Avenue de la Justice, Commune de la Gombe
B.P. 500 Kinshasa 1 Ville de Kinshasa
République Démocratique du Congo
Tel. : (+243) 815 025 285/ (+243) 81 49 07 466/ (+243) 828 949 401.
E-mail : cdp_snel@yahoo.com ; makwengeleon@yahoo.fr ; christwamp@yahoo.fr
- LE DIRECTEUR GENERAL**
DIRECTEUR GENERAL
Bosco KAYOMBO KAYA
- Jean-Bosco KAYOMBO KAYAN**

Pendant la soutenance de son Mémoire de DEA à l'Université Protestante au Congo (UPC)

Isaac Kalonji prône le décollage de la RDC et le défi identitaire

Le Président de la communauté Protestante de Kinshasa (CPK), le Pasteur Isaac Kalonji Mukendi a planché sur le mieux-être des congolais, afin de se hisser au rang des peuples dits émergents et conscients de leur apport dans le concert des nations. C'était lors de la soutenance publique de son mémoire de Diplôme d'études approfondies en théologie, à l'Université Protestante au Congo.

Intitulé " Décollage de la République Démocratique du Congo et défi identitaire. Contribution à l'éthique de responsabilité ", cette dissertation part d'un constat selon lequel les difficultés que traversent les congolais ne sont causées que par eux-mêmes. Grosso modo, les congolais sont à la base de cette avalanche de difficultés qui ont élu domicile dans leur pays.

Le Représentant Légal de la CPK, s'est servi de l'illustration qui est en train de défrayer la chronique en disant que la partie orientale de notre cher et beau pays est agressée. En dépit des plusieurs programmes militaires mis sur pieds, aux fins d'éradiquer ces conflits armés dans le grenier du pays du majestueux fleuve Congo où devrait ruisseler le miel et le lait conformément à l'idéal du Créateur de l'univers, la paix tarder à s'y installer et à y régner éloquentement selon les attentes aussi bien des citoyens que de la communauté internationale. Cette situation perdurant dans ce coin du territoire congolais rend le bonheur compact le bonheur de tous, comment disait la Philosophe française Simone de Beauvoir, dans son texte portant le titre de " la maternité n'était pas mon lot ". Cette guerre a un impact négatif sur le développement plénier, durable et intégral des congolais. Car, il affecte manifestement tous les secteurs vitaux de la RDC, notre maison commune, une terre nous ayant vus naître et grandir dans une richesse scandaleuse et convoitée partout. Vu les potentialités de notre patrie, il y a de quoi joindre la voix à la symphonie céleste pour fredonner avec fracas, les merveilles du Grand metteur en scène, le Moteur qui meut toute chose sans être mû. Pour ce faire, toutes les œuvres du Seigneur bénissez le Seigneur ! A Lui Seul, haute gloire et louange sempiternellement.

C'est avec un pincement au cœur que le récipiendaire a dit que de nos jours l'immoralité est devenue le seul maître mot dans la quotidienneté des congolais, en raison du fait que nul ne sait discerner ce qui est bien de ce qui est mal. Seul, l'intérêt personnel constitue le critère supérieur du comportement humain. Le service n'est plus rendu sans rien exiger en contrepartie, la course au pouvoir est devenue le refrain dans l'oreille de quiconque voudrait se démarquer de la foule et les espèces sonnantes et trébuchantes ont cessé d'être un intermédiaire pour devenir la clé donnant accès à n'importe quel privilège dans la société, le plaisir occupe une place prépondérante dans la vie des congolais. Car, il est un devenu une façon de rendre un culte à Bacchus

et de célébrer Epicure par le truchement de la jouissance. Au regard de ce tableau antinomique de différents projets politico-sociaux dressé par les gouvernants, et à la persistance de la crise, le Pasteur Isaac Kalonji a re-



levé que les échecs répétés de toutes les tentatives de reconstruction de la nation congolaise doivent constituer une matière à réflexion, pour l'élite congolaise. L'étude minutieuse du comportement des congolais, en commençant par l'homme politique jusqu'aux gouvernés, a conduit le chercheur Isaac Kalonji Mukendi vers le Philosophe allemand Martin Buber. Celui-ci martèle sur les relations interpersonnelles, qu'il baptise les relations Je-tu. A en croire, le Philosophe susmentionné, les relations Je-tu ne peuvent être réduites aux relations que nous avons avec le monde (Je-cela). Car, d'après cet auteur, la vie d'un être humain ne se réduit pas aux activités visant une intervention sur les choses, c'est-à-dire sur le cela ; par exemple, manger à sa fin, construire sa maison, etc. La vie est aussi faite de relations où le " Je " s'offre littéralement à un " tu ". Le Théologien Kalonji Mukendi a renchéri qu'il n'y a relation qu'entre Je-tu. Une relation qui se veut d'homme à homme, d'égal à égal. Bref, une relation où il y a la présence, la réciprocité et la responsabilité, dixit Martin Buber.

A la lumière de tout ce qui précède, le Président de la CPK s'est posé quelques questions auxquelles il répondra dans la partie réservée à l'hypothèse. En voici la quintessence :

- Quelle est la situation identitaire du congolais face aux défis qui sont actuellement lancés en République Démocratique du Congo ?

- Quel est l'apport éthique de cette identité face au décollage de la République Démocratique du Congo ?

- Que faire pour donner une identité forte, porteuse d'une éthique de responsabilité pour le décollage de la République Démocratique du Congo ?

Face à cette panoplie d'interrogations, Isaac Kalonji dit qu'il a remarqué que la crise identitaire actuelle en RDC est de prime abord une crise de rationalité, une crise éthique, de sens de responsabilité individuelle et collective. Telle est la justification du comportement du congolais de ce siècle.

Ce faisant, il a proposé la promotion d'une éthique de la responsabilité capable de redonner au congolais une identité forte, construite sur base des valeurs nobles et universelles telles le caractère, l'attitude, l'amour, la

influencé la vie et comportement congolais. Raison pour laquelle la RDC a sombré dans le sous-développement, la pérennisation de la dépendance économique-politico-culturelle ou l'aliénation mentale. Ces fléaux ont tellement marqué négativement les congolais, la recherche du développement et du bien-être ne paraît que comme un rêve lointain si rien n'est fait. L'éthique de la responsabilité constitue un argument de taille, afin d'endiguer la crise identitaire en République Démocratique du Congo. Heureusement que les pistes de solutions ont commencé à germer dans ce régime du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Un régime faisant montre de la volonté d'avancer. Et ce, pour un avenir radieux.

Last but not least, le mémoire soutenu par le Président Isaac Kalonji Mukendi, lui a valu la mention Grande distinction. Il est désormais Doctorant en Théologie de l'Université Protestante au Congo. Il ne reste qu'à lui souhaiter toutes les bonnes chances du monde, aux fins de continuer sur la même lancée en ce qui concerne ses recherches doctorales.

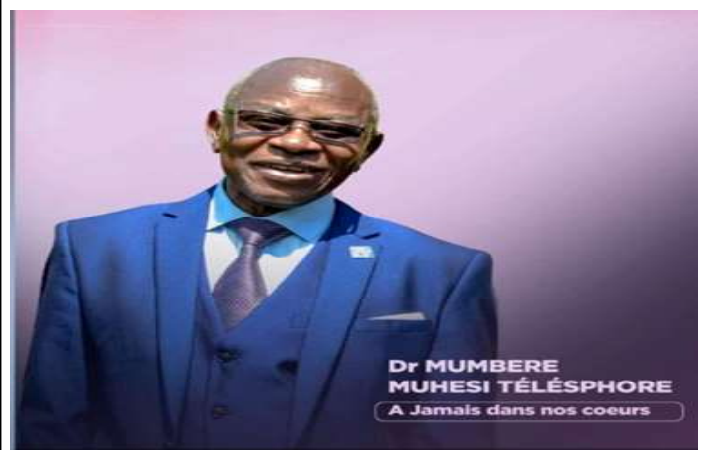
Raymond-Marie Lelo Puati Musong
Correspondance Particulière

Le feu Docteur Télésphore Mumbere honoré par sa communauté

Son compagnon Benoît Kisuka évoque ses vertus pacifistes

L'église Sainte Anne à Kinshasa/Gombe a le week-end dernier servi de cadre à une messe d'action de grâce en mémoire de feu docteur Télésphore Mumbere décédé le 24

souvenir de lui. Pour le célébrant, Dieu a donné, Dieu a repris, le Dr Télésphore Mumbere a achevé sa course dans la foi, rappelé auprès de Dieu le père, il intercèdera pour nous



juillet 2022 à Nairobi.

Un de ses compagnons Commandant Benoit Kisuki qui s'est exprimé à cette occasion s'est penché sur les vertus pacifistes de l'illustre disparu qui fut un homme de relations, parmi les enfants, frères et sœurs, social, aimé de tous.

Il indique pour ce faire que cette messe le réjouit, une occasion de se

et que son âme repose en paix a-t-il déclaré.

Le Docteur Télésphore Mumbere fut Médecin Ophtalmologiste, Doyen de la Faculté de Médecine rappelle-t-on. Cette messe a connu la participation de plusieurs personnes en particulier de la communauté Nandé à Kinshasa signale-t-on.

AMK



**Société
Nationale
d'Electricité - S.A.**

N/Réf. : DG/DEQ/DGR/CPM/279/030/2022

Avis d'Appel d'offres (AAO)

AOI n°002/SNEL SA/DG/DEQ/DGR/CPM/2022/MT

Travaux d'électrification des cités de Songololo, Lufu, Kisonga et Kimpese au Kongo-Central, République Démocratique du Congo

1. La Société Nationale d'Electricité, SNEL SA en sigle, recrute des Partenaires qui apportent les financements nécessaires et avec lesquels seront conclus des contrats spécifiques pour la réalisation des Travaux d'électrification des cités de Songololo, Lufu, Kisonga et Kimpese au Kongo Central,

2. Elle sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et intéressés répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux répartis en lots suivants

- **Lot 1 : Construction d'un Poste 70/30 kV - 2x15 MVA à Songololo et Travaux au Poste HT 70 kV de Kwilu**

Zone 1 : Construction d'une travée départ Ligne Songololo 70 kV au Poste HT de Kwilu

Zone 3 : Construction d'un Poste 70/30 kV - 2x15 MVA à Songololo ;

- **Lot 2 : Construction d'une Ligne double terne 70 kV Kwilu-Songololo (1 seul terne équipé)**

Zone 2 : Construction d'une ligne double terne 70 kV Kwilu - Songololo (31 km) (1 seul terne équipé) ;

- **Lot 3 : Développement d'un réseau de distribution 30/0.4 kV à Songololo**

Zone 4 : Développement d'un réseau de distribution 30/0.4 kV à Songololo.

- **Lot 4 : Construction des Lignes simples ternes Songololo - Lufu et Songololo - Kisonga**

Zone 5 : Construction d'une ligne simple terne 30 kV Songololo - Lufu longue de 16 km ;

Zone 6 : Construction d'une ligne simple terne 30 kV Songololo - Kisonga longue de 8 km ;

- **Lot 5 (Zone 7) : Développement d'un réseau de distribution 30/0.4 kV à Lufu et Kisonga**

= Réseaux BT :

départs BT ;

PSBT ;

câbles BT ;

Système de comptage ;

éclairage public ;

= Logistique et aménagement des points des ventes.

- **Lot 6 (Zone 8) : Ville de Kimpese**

Installation d'un Booster 15 kV à la sous station 15 kV de Kwilu ;

Tirage d'une Ligne simple terne 15 kV Kwilu-Kimpese (21km).

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres international sans préqualification tel que défini dans la Loi relative aux marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Département de l'Équipement et Electrification Rurale (DEQ/SNEL SA) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après de 9H00 A 15H30 heure locale (heure locale = TU+1),

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

Capacité administrative et financière

Le candidat doit fournir :

o les informations relatives à sa solidité financière, afin notamment de démontrer qu'il dispose des ressources permettant de mettre en œuvre le projet.

Au cas où le candidat souhaite que sa soumission soit basée sur les données financières de sa maison mère, il devra indiquer l'ampleur du support et les garanties que cette maison mère lui apportera dans la mise en œuvre du projet ;

o des liquidités et/ou des facilités de crédit, afin de satisfaire aux exigences de trésorerie du Marché, au moins égales à deux fois le montant de l'offre ;

o un plan de financement indicatif dans lequel il devra proposer les meilleures conditions de remboursement du financement consenti ;

o une copie des états financiers certifiés des trois (3) derniers exercices (2018, 2019 et 2020). A cet effet, le chiffre d'affaires annuel moyen, au cours des cinq dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) pour des travaux similaires au présent projet, doit être au moins égal à une fois le montant de l'offre ;

o une copie du certificat d'enregistrement de son entreprise (RCCM ou autre) ;

o une copie de l'attestation fiscale en cours de validité pour les candidats établis en RDC ;

o une copie du certificat de non faillite ;

o une liste et description des engagements en cours d'exécution comportant leurs valeurs en USD, les échéances et les noms des clients ou

partenaires.

Capacité technique et expérience

Le candidat devra présenter les documents suivants :

o une liste des références pour des projets similaires : au moins deux (2) marchés, dont un (1) en Afrique subsaharienne, de genre et de taille similaires dans les cinq (5) dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) et auxquelles le candidat a assuré seul ou en groupement la réalisation du projet.

Les références présentées doivent au minimum comporter les renseignements de base suivants : client, nom du projet et brève description, emplacement du projet, enveloppe financière, durée de réalisation du projet, dates de début et de fin d'exécution, baux de fonds, certificat de bonne exécution des travaux. Le projet similaire ne sera considéré que si et seulement si il est accompagné d'un certificat (ou d'une attestation) de bonne exécution des travaux délivré par le Maître d'Ouvrage.

o une liste du personnel en nombre et en qualification (ingénieurs, conducteurs de travaux, etc.) que le candidat entend affecter au chantier si le marché lui est attribué.

Ce personnel comprendra notamment :

o un Représentant de l'Entrepreneur (de préférence un ingénieur électricien de niveau Bac+5), agissant en qualité de Coordonnateur du projet parlant couramment français et ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires ;

o un Chef de projet (ingénieur électricien de niveau Bac+5) parlant couramment français et ayant au moins 10 ans d'expérience pour des travaux de nature et de volume similaires.

Le candidat devra fournir le curriculum vitae du Représentant de l'Entrepreneur et du Chef de projet.

o une liste des équipements, matériels et outils à sa disposition pour les travaux similaires ;

o les bordereaux des prix (dans le format joint ci-après) dûment remplis par le candidat, chaque feuille doit être cachetée et signée par un représentant autorisé du candidat ; ces bordereaux de prix doivent également être soumis sous forme de fichiers Excel 2007 ou 2010 modifiables.

o les autorisations des fabricants des matériels et équipements proposés. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après contre un paiement non remboursable de d'USD 1 000,00 (dollars américains mille). Le paiement se fera par versement des espèces ou par transfert à la banque EQUITYBCDC au numéro de compte 00011-0010100000130403-20, code SWIFT : BCDCCDKIXXX, intitulé du compte : SNEL SA V/C VENTE DAO ; motif : Achat DAO PROJET SONGOLOLO. Le dossier d'Appel d'offres sera envoyé par courrier ou par DHL à la charge du candidat et par courriel, contre présentation de la preuve de paiement.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après au plus tard le 16 SEPTEMBRE 2022 à 15H00, heure locale (heure locale = TU+1). Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après le 16 SEPTEMBRE 2022 à 15H30, heure locale (heure locale = TU+1). Les offres doivent comprendre une garantie d'offre sous forme d'une lettre d'une banque de premier ordre, d'un montant équivalant à deux pour cent (2%) du montant de l'offre. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de soumission et les garanties devront demeurer valides pendant cent quarante-huit (148) jours à dater de la remise des offres.

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Société Nationale d'Electricité " SNEL SA "

Département de l'Équipement et Electrification Rurale (DEQ)

2831, Avenue de la Justice, Commune de la Gombe

B.P. 500 Kinshasa 1 Ville de Kinshasa

République Démocratique du Congo

Tel. : (+243) 815 025 285/ (+243) 81 49 07466/ (+243) 828 949 401.

E-mail : cdp_snel@yahoo.com ; makwengeleon@yahoo.fr ;

christwamp@yahoo.fr

LE DIRECTEUR GENERAL

DIRECTEUR GENERAL,

Bosco KAYOMBO KAYA

Jean-Bosco KAYOMBO KAYAN

Haut-Uélé : Le gouvernement provincial interdit la chasse aux gibiers à poil et aux plumes

Par Philippe Dephill Lipo
Le gouvernement provincial du Haut-Uélé suspend momentanément la chasse des gibiers à poil et à plume sur l'étendue de son entité administrative. La mesure va du lundi 1er août au Lundi 31 octobre 2022.

Dans son arrêté du samedi 30 août 2022, le gouverneur de province, l'honorable Christophe Baseane Nangaa, Indique que, pendant cette période de fermeture, en dehors des échanges traditionnels en milieux coutumiers, sont strictement interdits l'achat, la vente et le troc de la viande de chasse, que celle-ci soit fraîche, salée ou boucanée.

Dans ce même arrêté, le Chef de l'exécutif provincial fait savoir que, pendant la période concernée, aucune activité commerciale de toute nature que ce soit liée aux cartouches 00, câbles et nylons de piège des animaux est également et formellement interdite.

Et Christophe Baseane de conclure par un article répressif en vertu duquel toute violation des dispositions de son arrêté est passible des peines prescrites par la loi en matière de la protection de la faune en République Démocratique du Congo.

Ce faisant, les mesures saluaires prises par l'autorité provinciale du

mais aussi à favoriser la reproduction rapide des animaux qui font partie de

Ci-contre, l'intégralité de l'arrêté par le Gouverneur de Province,



Haut-Uélé sont de nature, non seulement à lutter contre le braconnage,

la viande consommée par la population au quotidien.

Christophe Baseane Nangaa.

Dimanche 31 juillet 2022 dans la commune de Maluku

Le représentant provincial kimbanguiste Surbens Swalenge lance l'opération "l'achat d'un tracteur" à Menkao

Par Makinzolela Menayeto
Le culte dominical du 31 juillet 2022 dans la paroisse kimbanguiste de Menkao dans la commune de Maluku a connu une ambiance inhabituelle. Et pour cause, le lancement de l'opération de Colette des fonds pour l'achat d'un tracteur agricole pour les activités des champs dans les espaces kimbanguistes de ce coin reculé de

teur agricole pour les travaux des champs.

Profitant de cette occasion, le premier kimbanguiste dans la ville de Kinshasa a mis un accent sur la prédication du jour du révérend Kumbala Molo en rapport avec l'assiduité de du prophète David de l'ancien testament pour soutenir les œuvres de Dieu. Papa Bernard a eu des mots justes

de 29 juillet relative à l'accident de papa Diangienda Kuntima en 1958 à Kundamasangu, un village situé à 30 minutes de route après Mbanza-Ngungu venant de Kinshasa. Un accident ayant fait participer les sujets de 3 Congo à l'une des actions libératrices de la race noire avec comme conséquences la prise du pouvoir spirituel pour diriger l'église et le modèle de l'uniforme kimbanguiste avec ses

cupérés par les chefs de terre, faute d'exploitation. Papa Jean a appelé les fidèles venus du centre-ville de Kinshasa pour à plus de considération et soutien pour les actions de leur chère église. " Notre joie est très immense quand nous apprenons que le représentant Surbens vient nous apporter secours dans nos activités", a martelé l'homme de la commune rurale.

Il faut noter que les groupes et cho-



la ville province de Kinshasa

Le représentant provincial de l'église kimbanguiste dans la ville de Kinshasa a d'entrée de jeu rappelle le motif de cette rencontre. Il a significatif que la première raison est l'évangélisation avant d'ajouter la question de prêter mains fortes au Chef spirituel kimbanguiste, papa Simon Kimbangu Kiangani au projet de l'achat d'un trac-

pour démontrer noir sur blanc la récompense que Dieu réserve à tous ceux qui contribuent d'une ou d'une autre les œuvres divines. A titre d'exemple, papa Surbens a cité quelques personnages notamment le président Mobutu, les hommes d'affaires Kisombe etc. Faisant allusion à l'histoire de moment, le pasteur Surbens n'a pas manqué de retracer l'histoire



deux couleurs vert et blanc indiquant respectivement l'espérance et la purification.

Bien avant cela, le pasteur communal de Maluku, le révérend Mbana Jean a expliqué à l'assistance les raisons de pouvoir acheter un tracteur agricole pour sa juridiction. Le pasteur communal a cependant déploré la perte de près de 1000 hectares, ré-

ales qui ont répondu positive à cet appel ont rivalisé les talents dans la Colette des fonds pour ce projet. Car, le Chef spirituel en séjour au Congo Brazzaville pour les activités agricoles de Kounzoulou finira par revenir à Kinshasa pour les mêmes activités. On a noté la présence de la choreki, des Dirigeants, Gtiki, Fluki, Faki etc.

Kisangani : Les journalistes se mettent au parfum de leurs responsabilités

Comme chaque année, les chevaliers de la plume ont été, une fois de plus, à l'honneur le samedi 22 juillet 2022 sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse. Une occasion pour eux de passer au peigne fin leur travail quotidien.

À Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo,

tral : « *La Presse de la Tshopo face à sa responsabilité sociale et au respect du Code d'éthique et de déontologie professionnelle* ».

Les deux sons de cloche
À vrai dire, le travail du journaliste congolais est confronté à des rudes épreuves. Cependant, pour contourner le goulot d'étranglement, le journaliste Donatien Aliana

application.

La loi de moindre effort
Faisant ses observations, Gilbert Risasi Sindano, journaliste à La Référence Plus et chef d'antenne (coordinateur) de l'Observatoire des Média congolais

page après le démembrement.

A l'en croire, en dehors de l'Ituri, qui a déjà son comité, l'UNPC/Grande Orientale est constituée de la Tshopo, du Bas et Haut-Uélé. Cependant, l'actuel comité at-



De gauche à droite : Gilbert Risasi (OMEC), Kabongo Mbuyi (OLPA) et Sébastien Mulamba (UNPC)

cette journée n'est pas passée inaperçue. Une randonnée de presse a vécu. Les journalistes boyomais se sont réunis, presque toute une demi-journée, dans la prestigieuse salle du Resto-Bar La Marmite.

Quid des responsabilités sociales des journalistes de

Alipanagama a exhorté ses confrères à l'usage de deux sons cloche, c'est-à-dire donner la parole à deux camps qui se tiraillent. C'est le cas de la situation politique qui prévaut dans la Tshopo notamment. Pour cet ancien de la Radio onusienne en RDC, il s'agit



Une vue de l'assistance

(OMEC) de la Grande Orientale, a rappelé que loin de l'emprise du numérique, le journaliste devra fournir d'effort pour accéder aux sources d'informations.

Il a estimé qu'avec l'avènement à grande vitesse des médias sociaux, plusieurs journalistes semblent ignorer le terrain. Pour lui, il faut quitter la loi de moindre effort et privilégier la recherche imminente des informations, puiser à la source.

Gilbert Risasi a, ensuite, encouragé ses collègues de terrain à plus de rigueur dans le traitement des informations. Ceci, a-t-il souligné, met en exergue la responsabilité sociale du journaliste. Aussi a-t-il dénoncé le culte de la personnalité et la campagne électorale précoce dans les médias boyomais.

L'UNPC/ Grande Orientale amorphe ?

La réponse est non. D'après Sébastien Mulamba, éditeur du bimensuel Kisangani News, qui a reçu mandat, en sa qualité de membre de la commission de discipline de l'UNPC / Grande Orientale de parler au nom de Ma Gloire Bolunda, vice-président sectionnaire en mission à Buta dans le Bas-Uélé, cette instance d'autorégulation existe belle et bien. Il n'y a pas, a-t-il confié, de décou-

tend la mise en ordre des journalistes et des lignes directrices au niveau de Kinshasa pour organiser les élections de nouveaux animateurs de l'UNPC/Grande Orientale.

Il a aussi rappelé que l'UNPC/section de la Tshopo persiste sur sa décision de rejet des nouvelles réformes affûtées lors des États généraux de la presse, sous le leadership du ministre de la Communication et des médias, Patrick Muyaya.

Dans la foulée de la commémoration de la Journée nationale de la presse 2022 à Kisangani, le discutant Kabongo Mbuyi, membre de l'Observatoire de la Liberté de la Presse en Afrique (OLPA), a éclairci la lanterne sur les interventions de cette organisation qui lutte pour les droits des journalistes en République Démocratique du Congo.

Enfin, les orateurs et les professionnels des médias se sont livrés aux jeux des questions-réponses sur plusieurs points qui les préoccupent à Kisangani. Un cocktail a clôturé cette cérémonie sur fond des recommandations dont la convocation de l'Assemblée générale extraordinaire dans un bref délai.

Serge Sindani
Correspondance particulière



Aliana Alipanagama faisant son exposé

la Tshopo ? Quel comportement du journaliste en période d'élection, de conflit de guerre, etc ? L'UNPC/Grande Orientale est-elle devenue amorphe ? Bref, toutes les questions ont été passées au peigne fin, tour à tour, par trois orateurs et un discutant devant des dizaines de journalistes de Kisangani, sous le thème cen-

donc d'une pratique journalistique professionnelle.

Toujours dans son exposé, Aliana Alipanagama a martelé sur le respect scrupuleux du Code d'éthique et de déontologie professionnelle du journaliste congolais. Il a fait observer qu'il s'agit d'un instrument important qui couvre et sécurise le journaliste qui le met en

Pourquoi manger un fruit avant le repas est bon pour la santé ?

Pour mieux profiter des fruits, consommons-les avant les repas ! En plus, c'est meilleur pour la santé ! Explications.

Les fruits ont la cote ! On devrait même en manger quatre à cinq par jour. L'idéal serait de les consommer avant les repas.

1. Pourquoi manger des fruits ?

Avant même de savoir quand manger des fruits, il faut en connaître les bénéfices. En effet, les fruits contiennent de nombreuses richesses indispensables au bon fonctionnement de l'organisme. Riches en vitamines, en minéraux et antioxydants, les fruits sont des alliés précieux pour réduire les risques de cancers, d'obésité et les maladies cardiovasculaires. Ils sont également une source non négligeable de fibres, de calcium et de potassium.

2. Quand manger les fruits ?

Depuis quelques temps, les défenseurs de la théorie selon laquelle manger les fruits avant de commencer un repas serait plus sain sont de plus en plus nombreux. Dans certains pays asiatiques, on ne termine jamais par un fruit, mais plutôt par une boisson chaude, ce qui permet une meilleure digestion. Il faudrait consommer les fruits environ une heure avant les repas. Pourquoi ? Afin de mieux profiter des apports des fruits et d'éviter également certains désagréments causés par leur digestion en fin de repas : ballonnements, flatulences et brûlures d'estomac.

3. Les bonnes raisons de manger des fruits avant le repas

Les fruits frais mangés une heure avant de commencer le repas facilitent la digestion, ce qui permet de détoxifier notre organisme - de faciliter ainsi la perte de poids - et d'augmenter l'assimilation de vitamines et de minéraux. Si l'on consomme le fruit en dessert, l'estomac devra digérer le contenu de tout le repas avant de s'attaquer aux morceaux de pêche, poire, ou abricot par exemple. En mettant en contact le repas et les produits frais, on risque de faire fermenter le contenu gastrique.

4. Les aliments sont digérés différemment

En effet, les fruits transitent rapidement dans l'estomac mais sont digérés par l'intestin grêle où ils libèrent leurs sucres. Or, si l'estomac est plein, leur transit dans l'estomac sera plus long, trop long, et les sucres vont se transformer en alcool : la fermentation a commencé. Il vaut mieux donc déguster les fruits l'estomac vide.

5. Moins d'appétit quand on arrive à table

Autre bénéfice d'une telle pratique : vous arrivez à table avec un appétit (un peu) moins fort et vous consommerez alors moins de calories. Pour profiter un maximum des bienfaits des fruits, préférez des produits frais, de saisons, qui ont subi moins de transports et de conditionnements.

Mais à quoi les fruits doivent-ils tous leurs bienfaits ?

Composition et intérêt nutritionnel
Richesse en eau : les fruits représentent l'une des catégories d'aliments les plus riches en eau, expliquant leur rôle désaltérant et hydratant. Leur taux moyen, se situe autour de 85% (pomme, poire), avec un sommet pour le melon (90%) et les fraise, citron et pamplemousse (89%).

Richesse en vitamines :

- La vitamine C : Les fruits et légumes sont quasiment les seuls à fournir de la vitamine C dans notre alimentation. Elle possède des vertus antioxydantes, antioxydants qui protègent les cellules de notre corps des



dommages causés par les radicaux libres. Enfin la vitamine C participe au maintien de l'intégrité de la peau, à la cicatrisation des plaies et à l'absorption du fer présent dans les aliments. Les fruits usuels qui en apportent le plus sont le kiwi 250mg/100g, les fraises 60mg, l'orange 50mg, le citron 52mg ou encore le pamplemousse 40mg.

- La vitamine A : les fruits pigmentés sont riches en carotène (précurseur de la vitamine A) qui se reconnaît à l'éclat des couleurs des différents fruits. Les fruits et légumes sont le groupe qui contribuent le plus à cet apport de vitamine nécessaire au développement de la vision et à la croissance des os et des tissus. Le brugnon est le fruit le plus riche en carotène suivi de l'abricot, du kiwi, de l'amande, de la pêche, de la mandarine et du melon.



Richesse en potassium : les fruits et légumes fournissent le tiers du potassium de notre alimentation. Ce minéral aide au maintien de l'équilibre hydrique dans nos cellules, à la contraction musculaire et favorise le bon fonctionnement des reins.

Richesse en calcium : sans rivaliser avec les produits laitiers, les fruits fournissent un appoint non négligeable en calcium. Ce dernier est très utile, surtout dans les cas de besoin majoré comme la femme enceinte ou

les personnes présentant une intolérance aux laitages. Ainsi 200 à 300g de fruits peuvent apporter 100g de calcium. On en trouve en plus grande quantité dans le kiwi 60mg/100g, la figue fraîche 55mg et la fraise, framboise et mandarine 40mg.

Richesse en glucides : les fruits sont essentiellement composés de sucres simples : glucose et fructose (dont l'index glycémique très bas permet une diffusion lente de l'énergie dans l'organisme) qui sont utilisées, entre autres comme carburant pour le corps. Par ailleurs certains fruits (banane, châtaigne...) contiennent de

l'amidon, glucide complexe. La teneur en glucide des fruits fixe la richesse en calorie, parmi les plus riches banane 90cal/100g, raisin 72cal et parmi les plus pauvres la fraise et la framboise 36cal ainsi que le melon et la pastèque 30cal.

Richesse en fibres : l'alimentation des pays industrialisée fournit deux fois moins de fibre aujourd'hui qu'au début du siècle. Or les fibres bien qu'acaloriques et dénuées de minéraux et de vitamines présentent de très nombreux avantages.

En effet elles :

- accélèrent le transit intestinal et augmentent la production des selles ;
- stimulent la fermentation colique au cours de laquelle les fibres se transforment en substrats nutrition-

nels aux vertus immunitaires et aux vertus protectrices contre certains cancers (côlon) et maladies cardiovasculaires ;

- sont satiogènes, les fibres diminuent la vitesse de la vidange, entraînant une sensation de plénitude précoce ;
- diminuent la glycémie, ce qui permet le maintien de l'équilibre du diabète ;
- réduisent l'absorption du cholestérol.

Les fruits les plus riches en fibres sont la framboise 7,4g/100g, la banane 2,5g, puis les fraise, orange, poire, prune, pomme et cerise 2g.

Fruits et prévention nutritionnelle

Les fruits, via leur richesse en vitamine C et A, fournissent la plus précieuse coalition d'antioxydants. Ces substances que l'organisme ne sait pas synthétiser et qui font régulièrement la preuve de leur intérêt dans la prévention des maladies cardio-vasculaires, des cancers et du vieillissement prématuré.

Pour bénéficier pleinement du bienfait des fruits, il faut savoir que :

- l'apport moyen conseillé est de 300g par jour (1 fruit par repas) ;
- les fruits doivent être choisis le plus coloré possible (témoin de leur teneur en vitamine) ;

- ces fruits doivent être consommés dès que possible pour éviter la dégradation des vitamines. La vitamine C contenue dans les fruits diminue de moitié après 48h de conservation par simple oxydation de l'air ;

- consommer la peau des fruits permet de bénéficier de la totalité des nutriments de ce dernier. Il est tout de même indispensable, pour les fruits traités, de bien les laver sous l'eau. Ce lavage doit être effectué à la douche et jamais en trempage prolongé qui appauvrirait le fruit en vitamine.

Et les jus ?

Un petit verre (125 ml) de jus de fruit pur à 100% compte comme une portion de fruits. Cependant le procédé de fabrication modifie les bienfaits du fruit entier : les fibres disparaissent ce qui rend le fruit moins rassasiant donc moins intéressant au point de vue nutritif (suppression des grignotages), et qui engendre souvent une surconsommation et par conséquent plus de calories. Une portion de jus d'orange correspond à 3 oranges pressées. Ainsi pour consommer une quantité plus importante de jus de fruits sans augmenter la quantité de fruit, il est conseillé de diluer le jus avec une quantité égale d'eau.

Fruits quels portions et comment en manger chaque jour ?

Une portion de fruits, c'est l'équivalent de 80 à 100 grammes, soit environ la taille d'un poing ou deux cuillères à soupe pleines. Par exemple : 1 petite pomme, 2 abricots, 1 tranche de melon, 1 coupelle de salade de fruits, 1 compote sans sucre, 1 banane, 6 fraises, 1 orange, 1 tomate, 6 tomates cerises...

L'avantage des fruits c'est qu'ils peuvent être consommés crus, cuits ou préparés. Ainsi vous pouvez manger des fruits le matin pressés ou coupés en morceaux dans des céréales ou du yaourt, le midi en compote sans sucre ou entier, à goûter sous forme de smoothie et le soir sous forme de brochette à tremper dans votre yaourt. Vous les trouvez fades : pensez à choisir les fruits les plus mûrs qui ont plus de goût ou cuisinez-les (compotes, tartes, salades, au miel...).

SMT/LRP

Nancy Pelosi est arrivée à Taïwan malgré les mises en garde de Pékin

Après avoir longtemps entretenu le flou sur sa visite à Taïwan, la présidente de la Chambre des représentants américains, Nancy Pelosi, est arrivée sur l'île ce mardi 2 août au soir. Cette visite pourrait enflammer des relations déjà tendues entre Washington et Pékin.

Nancy Pelosi est la plus haute responsable américaine élue à se rendre sur l'île en 25 ans. Son arrivée a été retransmise en direct sur la chaîne YouTube du ministère taïwanais des Affaires étrangères. La cheffe des députés américains a atterri ce mardi dans la soirée à l'aéroport de Songshan, où elle a été accueillie par Joseph Wu, le ministre taïwanais des Affaires étrangères.

" La visite de notre délégation à Taïwan honore l'engagement inébranlable de l'Amérique à soutenir la démocratie dynamique de Taïwan ", a déclaré Nancy Pelosi à son arrivée sur l'île. " Notre visite est l'une des nombreuses délégations du Congrès à Taïwan et elle ne contredit en rien la politique de longue date des États-Unis. "

Our delegation's visit to Taiwan honors America's unwavering

commitment to supporting Taiwan's vibrant Democracy.

" **Actions militaires ciblées** " Pékin a immédiatement réagi en



Nancy Pelosi (au c.) à son arrivée à l'aéroport de Taipei, à Taïwan, le 2 août 2022. AP

dénonçant l'attitude " extrêmement dangereuse " des États-Unis qui ne cessent " de déformer, d'obscurcir et de vider de tout sens le principe d'une seule Chine, d'intensifier ses échanges officiels avec Taïwan et d'encou-

rager les activités séparatistes " indépendantistes " de Taïwan ". Le ministère chinois de la Défense a annoncé dans la foulée des " actions militaires ciblées " afin de " défendre réso-

lument la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale ".
Les autorités chinoises avaient, un peu plus tôt, mis en garde Washington contre une éventuelle venue de Nancy Pelosi à Taïwan, en prévenant

que les États-Unis devraient " payer le prix de leur atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la Chine ". La partie américaine a trahi sa parole sur la question taïwanaise ", a déploré dans un communiqué Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, en référence à l'engagement des États-Unis, depuis 1979, à n'avoir aucune relation officielle avec Taïwan.

La Chine estime que Taïwan, peuplée d'environ 23 millions d'habitants, est l'une de ses provinces qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise (1949). Opposé à toute initiative donnant aux autorités taïwanaises une légitimité internationale, Pékin est vent debout contre tout contact officiel entre Taïwan et d'autres pays.

Nancy Pelosi a rejoint Taïwan depuis la Malaisie, deuxième étape de sa tournée asiatique après Singapour. Selon le journal taïwanais Liberty Times, qui cite des sources anonymes, la dirigeante américaine doit rencontrer mercredi la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, bête noire de Pékin, car issue d'un parti indépendantiste.

RFI/LRP

Ayman al-Zawahiri, un acteur majeur du jihadisme islamique en Afrique

Il était l'un des terroristes les plus recherchés au monde. Ayman al-Zawahiri, le chef d'al-Qaïda, a été éliminé ce week-end par une frappe de drone américain dans un appartement de Kaboul. L'information a été confirmée par Joe Biden.

Al-Zawahiri était un nom presque aussi connu que Ben Laden, peut-être plus encore sur le continent africain. Car ce chirurgien égyptien avait lancé toutes ses franchises à travers le monde et l'Afrique. L'une des plus importantes d'entre elles étant Aqmi, al-Qaïda au Maghreb islamique.

En 2002 déjà, il posait les premiers jalons de la stratégie africaine d'al-Qaïda. L'organisation avait quatre ans auparavant perpétré de premiers attentats sur le continent, visant les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie. Mais ce n'est qu'en janvier 2007 qu'al-Qaïda au Maghreb islamique voit le jour. Aqmi prend la suite d'un mouvement algérien, le GSPC, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat. L'entente est scellée par Ayman al-Zawahiri et Abdelmalek Droukdel. Ce dernier, figure du jihadisme algérien, va alors développer Aqmi en étendant son influence au Sahel. S'affranchit-il parfois de la tutelle d'al-Qaïda central ? C'est ce qu'avancent certains chercheurs, notamment lorsque le groupe développe une stratégie pro-

pre, celle des prises d'otages.

Après la prise de contrôle du nord du Mali en 2012 par les jihadistes, puis l'intervention de l'armée française, Aqmi perd du terrain. Mais l'organisation regagne en influence à partir de 2017 lorsqu'un nouveau groupe voit le jour : le Groupe de soutien à l'islam et

bien membres à part entière d'al-Qaïda ". Le Jnim va d'ailleurs suivre les principes édictés en 2018 par Ayman al-Zawahiri sur la stratégie d'al-Qaïda en Afrique, notamment en ce qui concerne l'implantation locale et le harcèlement des forces de défense et de sécurité. Mais le groupe



L'Égyptien et leader d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a été tué par une frappe de drone des États-Unis le visant à Kaboul © SITE Monitoring Service/Handout via REUTERS TV

aux musulmans (Jnim, son acronyme arabe). Cette nouvelle entité rassemble plusieurs structures jihadistes : Aqmi, Ansar Dine, Ansarul Islam, la katiba Serma et la katiba Macina.

Or, pour le chercheur Guillaume Soto Mayor, " une analyse par le prisme idéologique montre que toutes les composantes du Jnim sont bel et

va rapidement être confronté à l'arrivée dans la région de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), avec qui la concurrence sera féroce.

Une élimination symbolique ?

" Il est vrai qu'al-Zawahiri fait partie de la génération fondatrice, comme Abdallah Azzam, souligne Bakary

Sambe, directeur régional du Timbuktu Institute et fondateur de l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique. Et dans la trajectoire du mouvement, on voit comment, par le travail humanitaire, ils approchaient les jeunes générations africaines avec notamment le Bureau qui a été mis en place par Ben Laden lui-même, qu'on appelle le "Bureau des services". Mais en même temps, Ben Laden, grand financier, gérant et logisticien, va procéder au recrutement de volontaires étrangers. Et je pense que les terminologies comme "l'envahisseur", "les croisés", seront pour al-Zawahiri une manière d'internationaliser le jihad, une "macdonalisation du jihad" avec la création de succursales, mais aussi une labellisation de mouvements jihadistes. "

Pour autant, Bakary Sambe dit ne pas croire que la mort d'al-Zawahiri affaiblisse des groupes comme Aqmi ou la katiba Macina. " Ben Laden est mort, le jihadisme, lui, est bien vivant. C'est aussi ma critique par rapport à ces coups d'éclat, ces éliminations de cibles symboliques pour dire qu'on avance dans la lutte contre le terrorisme. Je crois que l'élimination des cibles n'a jamais aidé à éliminer le terrorisme. "

RFI/LRP

Pour la saison prochaine, DCMP se fixe comme objectif d'atteindre la phase des groupes de la Coupe de la CAF, confie son manager général

Pour la première fois depuis sa nomination par le Comité Kasembele, le nouveau manager général du Daring Club Motema Pembe (DCMP), Roger Lukaku, s'est entretenu, le jeudi 28 juillet, avec la presse pour s'exprimer sur les missions qui lui ont été confiées au sein de ce club de la capitale de la RD Congo.

Accompagné de quelques membres du comité directeur du DCMP, notamment le secrétaire général, monsieur Tshimbalanga, le manager général du DCMP a dit avoir trouvé ce club dans une situation chaotique. Pour ce faire, il a annoncé que sa mission est d'aider cette formation sportive à finir parmi les 3 premières du championnat national de football, mais aussi d'atteindre la phase des pools au niveau continental.

"Ma mission, ce que le président m'a donné, c'est de finir parmi les 3

premiers du championnat, ça je suis sûr comme on est là, on va travailler main



Roger Lukaku, le manager général du DCMP. Photo Droits Tiers

clair avec ça. Et puis au niveau de la compétition africaine, si on peut déjà arriver à la phase des pools de la Coupe d'Afrique, ça va être une réussite pour un premier temps. Donc,

dans la main. Nous avons trouvé l'équipe dans une très situation chaotique. Je peux le dire ainsi, et maintenant, on va relever le défi. Il faut faire

le nécessaire, essayer de rendre les gens heureux avec cette équipe", a dit le manager général du DCMP, Roger Lukaku.

Selon lui, le club travaille déjà en interne pour régulariser la situation de certains joueurs arrivés en fin de contrat, mais aussi pour boucler les négociations avec le nouvel entraîneur.

Celui qui fut également ancien joueur du DCMP et de la sélection zaïroise dans les années 90, a invité les supporters à venir le rejoindre dans ce combat avec le nouveau Comité sportif qui venait d'être élu à la tête du DCMP.

Rappelons que la saison passée, le DCMP a remporté la Coupe du Congo. Sacre qui lui a permis de se qualifier pour la prochaine édition de la Coupe de la CAF.

Actu 30 /LRP

Cédric Bakambu en danger à l'Olympique de Marseille ?

Si la saison précédente, l'international congolais Cédric Bakambu n'a pas démontré toute l'étendue de son talent en arrivant au club phocéen de l'Olympique de Marseille, il lui paraît moins possible cette saison au regard du nouveau vent qui souffle au sein de ce club.

L'ancien buteur de Villareal risque d'être confronté à nouveau à la délicate question de temps de jeu dans un groupe fortement remanié où le talent fait rarement défaut. Donc, les nouvelles recrues comme les anciens joueurs doivent batailler pour vendre chère leur peau c'est-à-dire mériter

rejoindre l'OM afin de jouer la Ligue des Champions.

Alexis Sanchez est presque proche de rejoindre l'Olympique de Marseille. Sanchez est désormais disponible pour l'Olympique de Marseille parmi les clubs intéressés. Des premiers échanges contractuels auraient été engagés avec Marseille qui, Alexis Sanchez en faisant une priorité, jouera la Ligue des champions en 2022-2023.

OM veut donc vernir sa ligne offensive pour la saison 2021-2022. La possibilité pour Sanchez de rejoindre Marseille risque de reléguer Bakambu

Mbokani dévoile les raisons de son départ de Koweït SC : " Je n'ai pas été payé correctement "

Faute de respect d'engagement, l'attaquant congolais Dieu-merci Mbokani a résilié le contrat le liant au Koweït SC, club dans lequel il était sous contrat jusqu'en 2023.

"Ils n'ont pas respecté les conditions du contrat. Je n'ai pas été payé correctement. Il est donc devenu logique pour moi de m'en aller", a-t-il révéilé.

À 37 ans, l'ancien joueur du TP Mazembe Englebert ne compte pas raccrocher ses crampons. Il compte plutôt relever un nouveau défi.

"Je suis toujours en pleine forme.

Un retour en Belgique me plairait énormément, mais je pourrais également atterrir dans un autre championnat. Je suis libre de tout contrat, donc le club qui veut de mes services n'aura pas à payer de frais de transfert", a-t-il fait savoir.

En Belgique, l'avant-centre jouit d'une bonne réputation. Il a marqué les esprits lors de ses passages au Standard de Liège, au RSC Anderlecht et à Antwerp, Mbokani était pourtant sous contrat avec Kuwait SC jusqu'en juin 2023.

Objectif Infos / LRP



L'international congolais Cédric Bakambu. Photo Droits Tiers

une place dans la première ou deuxième équipe.

Si Chancel Mbemba a rassuré lors de ses débuts avec OM, Bakambu devra fort faire face à une opposition de l'international chilien, Alexis Sanchez. Ce dernier aurait trouvé un accord avec l'Inter Milan pour résilier son contrat. Le joueur serait déterminé à

sur le banc. Selon les informations, Marseille miserait sur Alexis Sanchez, le type d'avant-centre moderne dont a besoin le club. Plus le transfert de Sanchez à l'Olympique de Marseille serait motivé par déception des attentes qu'a procurées Cédric Bakambu.

objectif-infos / LRP

Préparation des léopards A' au Congo Brazzaville

Ilunga Hérita dénonce la glotonnerie de la FECOFA

L'ancien international congolais Ilunga Hérita, reconnu pour son franc parlé, s'en est pris à travers son compte Twitter, à la direction de la Fédération Congolaise de Football Association (FECOFA), suite à la demande stratosphérique d'argent de la préparation des léopards A' au Congo Brazzaville.

"Messieurs, quand allez-vous cesser de salir le football congolais en le prenant en otage afin de servir vos intérêts égoïstes ! 4000\$ de facture d'eau, 4000\$ pour le lavage d'équipements sportifs ! Autour de 777.000\$ de prévision de préparation", s'est indigné le président de l'Union des

Footballeurs du Congo (UFC)."

L'ex sociétaire du West Ham, passé par le Stade Rennais, a une fois de plus été choqué par la cupidité des dirigeants de la FECOFA et les appelle à revoir cette somme qui, selon lui, déshonore la crédibilité du football congolais.

Signalons que la somme demandée par la FECOFA s'élève à 800.000\$ pour des simples matches amicaux visant à la préparation du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) contre les Diables Rouges de la République du Congo qui se tiendra en Algérie en 2023.

objectif-infos / LRP

Head of State Felix Antoine Tshisekedi inspects infrastructure sites in Kinshasa city

The President of the Republic, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, inspected on Saturday the various sites for the rehabilitation and construction of infrastructure in Kinshasa city.

The Head of State thus devoted practically the whole day to this roaming which enabled him to crisscross more than five municipalities of the capital, accompanied by the Minister of State in charge of Infrastructure and Public Works (ITP), Alexis Gisaro Mununyi, and of the Governor of the city-province of Kinshasa, Gentyng Ngobila Mbaka, all guided by the General Director of the Office of Roads and Drainage (OVD), Ntumba Tshikela.

From "Zamba Telecom" (Mont-Ngafula) to "Terre Jaune" (N'Sele), passing through Camp Luka (Ngaliema), CECOMAF (N'djili) and Limete mini-park, the President of the Republic is impregnated in particular with the evolution of anti-erosion work, rehabilitation of public arteries as well as the construction of bridges:

Visit of the sanitation works at "Zamba Telecom" site

At the level of "Zamba Telecom", in Mont-Ngafula municipality, the Head of State followed the technical details on the progress of the work provided to him by DG of OVD, Ntumba Tshikela: work divided into three phases namely, the construction of a gutter along the avenue Telecom, over 1,322 m, the construction of the main collector of 1,100 m and the secondary collector.

Started on March 17th, 2022, this anti-erosion work on Zamba Telecom site is 80% complete. The duration of the contract is 8 months, while the financing is estimated at nearly 8 billion USD disbursed only by the Congolese Public Treasury, for a period of 240 days, or 8 months.

Among the stakeholders, there is the Ministry in charge of ITPR, OVD which is the contracting authority, the Chinese company "China Guangfong Provincial Changda Highway Engineering co, Ltd" (CGCD), and finally, the Technical Control Office (BTC).

A view of Lubudi bridge construction site in Luka camp district

At Camp Luka, in Ngaliema municipality, President Felix Antoine Tshisekedi, to the ovations of the crowd, realized the positive progress of road infrastructure construction works, two months after their launch.

He notably visited the construction site of Lubudi Bridge, on Makelele River, which will allow the opening up of this long forgotten part of the capital, and which is being revalued thanks to the determination of the Head of State.

There are also plans for the paving of Kintambo Cemetery Avenue, 1,300 m long, and the construction of Maluku and Sakombi bridges, in order

to connect Ngaliema municipality to that of Selembao.

A tour of the recreational sites of Lumumba Boulevard in Limete

In the afternoon of the same day, the presidential motorcade went to Limete municipality, where construction work on recreational and leisure sites is being carried out near Lu-



mumba Boulevard.

On site, the Head of State received explanations from Felix Mabondo, engineer in charge of the operation of these works aimed at the development of public spaces, safety and the erection of car parks. Six sites are to be developed for this purpose.

From 3rd to 6th Street, on the Residential District side, two modern car parks with a capacity of 200 parked vehicles are planned, explained the engineer, adding that two other car parks of the same capacity will be installed on both sides of the boulevard, towards the 10th street, in addition to a mini-park and an esplanade, at 13th street.

For the first site (6th street), the work is almost 80% complete, said engineer Felix, indicating that the work will be delivered to the population at the end of this month of August.

The President on a construction site with his delegation

In N'djili municipality, the President of the Republic continued his rounds with the inspection visit of the works launched, in January of the current year, on CECOMAF road, linking the city-province of Kinshasa to Kongo-Central, by Kasangulu city.

Arrived on this agricultural service road, a jubilant crowd of local residents and market gardeners chanted cries of joy to salute the efforts made to improve their social conditions.

15 km long, on its section between the first entrance to Quartier 1/N'djili and Vululu village, this road, formerly in a very advanced state of disrepair, will have to be rehabilitated and modernized within the framework of Tshilejelu project, initiated by the Head of state.

According to an engineer found on

site, the said works are being carried out by two construction companies, namely OVD (5 km from District 1 to the office in District 13) and the Indian company "Modern Construction", on the long section of 10 km from District 13 office in Vululu village.

"Terre Jaune" road nearing completion

The stage of "Terre jaune", in the urban-rural municipality of N'sele, caught the particular attention of the President of the Republic: after the

partial asphaltting of this road intended to open up this part of the capital from of Lumumba Boulevard, the local population was impatient to see its completion.

The Head of State visits an erosive site

The Head of State, to satisfy her, made his roaming visit to "Terre Jaune", in Mpsa 1 district, to the river which separates it from Mangengenge.

An erosion head that has already engulfed several plots and businesses should be stopped in its progression, to allow the continuation of the construction of this causeway and a bridge.

This field trip proves to anyone who would still doubt the firm will of the Head of State to improve the living conditions of the population and his determination not to skimp on any means to achieve this.

This is the reason why, braving the winds and tides, he did not back down from any obstacle to get to grips with reality and, as a result, provide suitable answers to each problem.

The fellow citizens living in the area promptly and warmly thanked him for his concern and expressed the wish that he would invest more in perfecting what he had started so well.

ACP/LRP

DRC: The government announces the start of the process of acquiring six new fishing boats

The Minister in charge of Fisheries and Livestock, Adrien Bokele Djema, announced on Friday, during a press interview, the start of the process of acquiring six new dapper

is to increase local productivity in order to counter the importation of fish on the Congolese market. This fleet will include three boats of 16 meters and three others of 27 meters which



The Minister in charge of Fisheries and Livestock, Adrien Bokele Djema

fishing boats in order to revive industrial fishing in the Democratic Republic of Congo (DRC).

Minister Adrien Bokele also said that this first batch of fishing vessels concerns the marine waters of the Atlantic Ocean and will soon be followed by a second batch for the internal waters of the Congo River and the various lakes. "The vision of the Congolese government in this sector

will exploit the waters of the Atlantic Ocean to neighboring countries, such as Angola and Namibia", said Minister Bokele. The acquisition of these six new fishing boats, he said, will be complemented by investments in land logistics to facilitate the evacuation of fish production from the waters to major consumption centers

ACP/LRP

Réévaluation du plan de retrait de la Monusco

Evitons le sort du Soudan

Le chef de l'Etat a instruit le gouvernement de diligenter une réunion avec la Monusco en vue de " réévaluer le plan de son retrait convenu en vertu de la résolution 2556 du Conseil de sécurité ", a indiqué dans un communiqué, lundi 1er août, le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe.

La décision a été prise à l'issue de la réunion de crise présidée par le président de la République, Félix Tshisekedi dans la soirée de lundi 1er août à la Cité de l'UA, autour des présidents des deux chambres du Parlement, le Premier ministre ainsi que les membres de la commission spéciale du gouvernement déléguée dans la province du Nord-Kivu.

Cette décision est consécutive aux manifestations contre la Monusco au Nord-Kivu et à la fusillade au poste frontière de Kasindi, le dimanche 31 juillet impliquant les casques bleus

tanzaniens, a indiqué le porte-parole du gouvernement.

Notons que depuis quelques jours, la population dans la partie Est de la RDC demande clairement le " départ de la Monusco du pays ".

L'on rappelle que la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Bintou Keita, et le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, avaient procédé, le mercredi 15 septembre à Kinshasa, à la " signature du Plan de transition pour le départ échelonné de la Monusco ", de la République démocratique du Congo (RDC).

Selon elle, ce document contient " dix-huit jalons et beaucoup d'indicateurs qui expliquent comment le travail doit être fait, donc mis en œuvre pour qu'à un moment donné, la Mission onusienne puisse partir de façon graduelle, responsable et durable de la RDC ". Ce plan, endossé

par la suite par le Conseil de sécurité de l'ONU, prévoit ce retrait à l'horizon 2024.

Evitons le sort du Soudan

Les relations entre la RDC et la Monusco sont devenues du genre : " je t'aime, moi non plus ". Un peu comme un couple qui se chahute toute la journée, mais la nuit, il la passe ensemble dans un même lit.

C'est l'occasion de demander aux autorités de bien réévaluer ce plan de retrait de la Monusco avant de se décider de manière définitive pour ne pas faire le jeu des ennemis qui nous attendent au tournant. Les propos des hauts fonctionnaires de l'Onu ne rassurent pas du tout d'une bonne volonté de voir la Monusco quitter la RDC. Il appartient donc à nos décideurs qui ont l'impérium du pays d'étudier cette question froidement, sans émotions, tout en scrutant soigneusement les

embuches qui peuvent nous être dressés devant nous. Le syndrome du Soudan est encore frais dans nos mémoires. L'on doit rappeler que ce pays a été démembré pendant qu'une mission de l'Onu était sur place. Si le Soudan s'est vu amputé de sa partie sud pour créer le Soudan du Sud, c'est à travers le plan funeste concocté depuis des lustres pour séparer Khartoum de la partie riche du pays. Et comme, les impérialistes sont maîtres de créer de situations sans tenir compte de l'après, comme des concessionnaires des véhicules sans un service après-vente, la suite est connue. Le cas de la Lybie est patent. Celui du Soudan du Sud, l'est aussi. Plus de dix ans depuis que ce pays a accédé à son indépendance voulue par l'Onu, il ne s'en sort toujours pays.

LRP

Fructueuse tournée du DG a.i. de l'OCC dans trois villes au Kongo Central

Bientôt un immeuble viable à Moanda

* Remise des brevets aux OPJ et des médailles aux agents de l'OCC

Par notre envoyé spécial Johnny Lukombo

Le mois de juillet dernier aura été emprunt au Kongo-Central par d'intenses activités de M. Gaby Lubiba Mampuya, directeur général a.i. de l'Office congolais de contrôle (OCC) qui

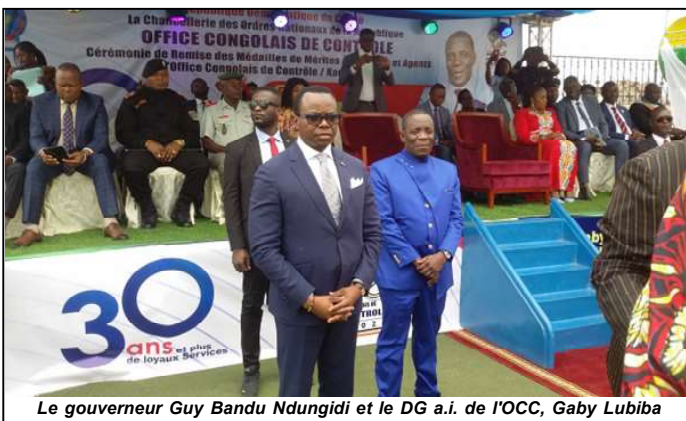
personnellement compte des activités administratives de cette succursale avant d'aller à Matadi où l'attendait une forte délégation des chefs coutumiers au pont Maréchal pour lui souhaiter la bienvenue. Ces derniers l'ont couvé des toutes les bénédictions des

diction éloquentes, congratula les heureux récipiendaires des brevets des OPJ-contrôleurs et les bénéficiaires des médailles de mérite civique pour avoir résisté pendant trente bonnes années à l'usure du temps au sein de l'OCC avant d'encourager M. Gaby Lubiba Mampuya pour la gestion digne d'éloges dont il fait montre depuis qu'il se trouve aux commandes de l'OCC.

Quant à M. Charles Aluleya, directeur provincial de l'OCC depuis quatre ans, ce dernier n'avait pas hésité à manifester la reconnaissance du personnel de la province du Kongo-Central envers la direction générale de l'entreprise pour leur avoir accordé tous les avantages sociaux dûs dans l'exercice de leur travail tout en mettant en évidence la régularité de paiement de leurs salaires qui n'est plus utopique. Toutes ces fleurs furent adressées bien sûr auprès de MM Lubiba et son adjoint Romain Loba qui, jusque-là, s'efforcent à améliorer les conditions de vie du personnel de l'OCC dans l'ensemble.

En signe de gratitude envers ses

hôtes, M. Gaby Lubiba, directeur général a.i. de l'OCC avait remercié tous les Matadiens en particulier les chefs coutumiers des environs et de la ville en exhortant également les agents de l'OCC-Matadi de s'armer d'une conscience professionnelle exemplaire en suivant la vision du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo afin que l'OCC puisse réaliser davan-



Le gouverneur Guy Bandu Ndingi et le DG a.i. de l'OCC, Gaby Lubiba

s'était rendu dans cette contrée du pays pour une mission de travail notamment à Matadi, à Boma et parmi les plus importantes étapes de sa tournée figure celle Moanda, le futur pôle frontalier d'envergure pour l'OCC aussitôt que le port en eau profonde de Banana serait opérationnel. Dans cette cité balnéaire, Gaby Lubiba avait posé la première pierre donnant le " go " de la construction d'un immeuble de trois niveaux devant servir prochainement des bureaux d'exploitation et de laboratoire de contrôle de l'OCC en prévision d'importantes activités portuaires que nous réserveraient ledit port.

Au terme de cette cérémonie riche en couleurs, le directeur général a.i. est passé à Boma où il s'était rendu

ancêtres du terroir avant de fouler le sol matadien. Au cours de son séjour dans le chef-lieu de la province du Kongo-Central, Gaby Lubiba dont le sens de gestion de l'OCC sort du lot, avait procédé à la cérémonie de remise des brevets aux OPJ et des médailles de mérite civique aux agents de l'entreprise ayant totalisé plus de 30 ans de carrière sous le parrainage du gouverneur du Kongo-Central, M. Guy Bandu Ndingi qui, à cette occasion, fit une sortie médiatique assez remarquable en présence du chancelier des Ordres nationaux.

Au cours de cette grandiose manifestation réunissant toutes les autorités de Matadi, le gouverneur dans une adresse fort appréciée dans sa



Le DG a.i. de l'OCC, Gaby Lubiba prononce son mot de circonstance

tage des performances sans égal et sans précédent.